ISSN 0024-7650

M 6189 - 994 - 6,00 F
3796189006007 09940

PC : Lajoinie candidat veut ratisser le plus large possible

p. 7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 994 - 20 juin 1987 - prix : 6 F

Le Pen : quel danger réel représente-t-il ?

p. 4 - 5

CHIRAC VEUT LIMITER LES DÉBRAYAGES PARCE QU'IL NE POURRAIT RIEN CONTRE LA GRÈVE

CORÉE DU SUD : le défi à la dictature

p. 16

SOMMAIRE

International
Page 8
— Argentine : l'amnistie pour les militaires, mais trente ans de prison pour Firmenich.
— Pologne : après la visite du pape.

Page 9
— Italie : la baisse électorale du Parti Communiste ; la crise gouvernementale et les atouts de Craxi.

Page 10
— Il y a 50 ans, Staline décapitait l'Armée rouge.
— Universités chinoises : après le printemps en hiver, l'hiver au printemps.

Intérieur
Page 4 et 5
— Extrême-droite : quel danger réel représente Le Pen ?

Page 6
— Budget de la Sécu : que le Parlement ou les syndicats en causent, c'est l'Etat qui en dispose.
— 32e Congrès du PCI : intégration quand tu nous tiens...
— 10 000 loyers "1948" libérés : encore un cadeau aux propriétaires.

Page 11
— Région parisienne : racket sur les transports.

Page 12
— Il y a 80 ans, les soldats du 17e mettaient crosse en l'air.

Page 13
— Dans les entreprises : le mouvement des contrôleurs de la navigation aérienne continue ; SAFT, colère sur les salaires à Nersac et Bordeaux.

Loisirs et culture
Pages 14 et 15
— Livres : Deux recueils de nouvelles d'Anton Tchékhov : *Contes humoristiques* et *Le violon de Rotschild* ; *Ville lumière* d'Eugène Dabit.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson
CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

LES DIFFICULTÉS DU "MATIN"

Avoir été la voix du gouvernement n'a pas suffi à gagner des lecteurs

C'est le 18 juin que l'on devait connaître la décision du tribunal de Commerce concernant la mise en réglement judiciaire du *Matin de Paris*. En effet, ce journal a officiellement déposé son bilan depuis plus d'un mois et demi.

Des "repreneurs" — on a cité Bouygues, Paribas, Leclerc, le magnat de la presse britannique, Maxwell — estimeront-ils qu'il y a assez de profits à tirer de ce journal et mettront-ils assez d'argent dans la balance pour convaincre les juges ? A dire vrai, la question, telle qu'elle a été posée ces derniers jours, montre bien que pour la grande presse, il en va comme pour n'importe quelle entreprise capitaliste : la seule chose qui importe ce n'est ni qu'un produit ou un journal réponde à un besoin ou à une attente du public, mais qu'il rapporte du fric.

Et dans ce cas, si les lecteurs comptent, c'est moins pour ce qu'ils trouvent dans un journal, que... parce que des annonceurs publicitaires les trouvent, eux, chaque jour à lire tel ou tel journal et sont alors prêts à payer plus ou moins cher des encarts dans tel ou tel support. Car de tels journaux sont moins faits pour leurs lecteurs que pour les firmes dont la publicité les fait vivre.

Le Matin se veut un journal d'opinion : ses liens avec le Parti Socialiste ne sont un mystère pour personne. Seulement, depuis 1981 et la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche, les dirigeants du Parti Socialiste avaient fait du *Matin* une sorte de Journal Officiel bis. A la même époque, d'autres journaux considérés comme proches de la gauche avaient, eux aussi, perdu des lecteurs *(Le Monde, Le Canard enchaîné)* du fait qu'ils leur servaient un brouet par trop gouvernemental. Mais pour *Le Matin*, l'alignement sur le gouvernement était allé plus loin. Pour être bien certain d'avoir un quotidien à sa botte, le gouvernement avait placé des hommes sûrs à la tête du journal. D'abord Max Gallo — l'ancien porte-parole du gouvernement, tout un programme —, puis Paul Quilès, l'ancien ministre des Armées. Le résultat, on le voit aujourd'hui : les lecteurs ont fui...

C'est que pour faire un journal d'opinion, il ne suffit pas d'avoir un gouvernement derrière soi. Ce serait plutôt un drôle de handicap ! Aujourd'hui, Chirac, qui se paye le luxe de débloquer une "aide exceptionnelle à la presse" pour *Le Matin* — façon de dire que si le PS au gouvernement a "coulé" ce journal, lui ne lui veut pas (trop) de mal —, en sait quelque chose : après plus de 20 ans au pouvoir, le parti gaulliste a renoncé à avoir un quotidien et la feuille de choux du RPR, *La Lettre de la nation*, reste d'une diffusion confidentielle. Des ministres peuvent soutenir un journal, cela ne suffit pas à le faire vendre !

La grande presse — grande en tout cas par ses recettes publicitaires — ne peut pas être une presse d'opinion, à moins de considérer qu'importe la seule opinion des possédants en général, et des propriétaires de tel ou tel journal en particulier.

La seule presse libre, la seule presse véritablement d'opinion est celle, justement, qui affiche ses opinions mais qui, pour les défendre, compte avant tout sur le soutien de ceux qui tiennent assez à ces opinions pour financer et diffuser cette presse. Avoir une presse militante, dans cette société, est un gage de liberté d'opinion. C'est un luxe que ne peuvent s'offrir, malgré leurs notables, ni la droite, ni le Parti Socialiste.

Pierre LAFFITTE

DANS NOTRE COURRIER

"Créations d'emploi pour les jeunes ? A d'autres la chansonnette !"

Le gouvernement s'oriente, si l'on en croit la presse, vers une exonération totale des charges sociales pour les patrons employant des jeunes dans le cadre de ce qu'ils appellent la "formation en alternance". D'abord, il avait été question de les exonérer des charges sociales concernant les jeunes en apprentissage et ceux qui sont en stage dit "d'initiation à la vie professionnelle" (SIVP). Mais maintenant, il serait question aussi des contrats "de qualification" et "d'adaptation" qui, avec les SIVP, constituent la "formation en alternance".

Les patrons, c'est tout simple, en veulent plus.

Les plans d'emploi pour les jeunes, ou les dispositifs pour "la formation en alternance", tous ces gadgets, quelle qu'en soit la dénomination — et la gauche au gouvernement les a multipliés elle aussi en son temps — ne sont que de la poudre aux yeux pour le public, mais ils fournissent aux patrons, petits (s'ils savent se débrouiller) et grands, des moyens supplémentaires bien concrets de pomper les finances publiques, en s'assurant une main-d'œuvre à bon marché.

Au sujet des SIVP, la lettre ci-dessous, d'une lectrice de Grenoble, en dit long quant à l'exploitation des jeunes qu'ils permettent.

(...) "J'ai pensé que certains détails sur l'une des nombreuses formes de stages, soi-disant pour la promotion du travail des jeunes, mis au point par les gouvernements socialiste et actuel, en l'occurrence les SIVP, seraient susceptibles de vous intéresser (...)

Ayant effectué cette année un stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) de 6 mois (durée maximale), j'ai dû, comme tout stagiaire de ce genre, assister à des réunions "d'information" sur mes droits, sur la législation du travail, etc., faites par un organisme qui travaille auprès de l'ANPE. En cas d'absence du stagiaire, son employeur perd ses droits, ô combien précieux (exonération des charges, subventions de l'Etat, etc.) et le stagiaire "coupable" passe devant les Prud'hommes et doit rembourser à l'Etat ce qu'il a touché !

Sur un fond de parti pris manifeste pour les "pauvres patrons", avec force exemples tirés de ce beau, grand et moderne pays que sont les Etats-Unis et de... la Suisse (eh oui, la Suisse !!), c'est à peine si on ne nous reproche pas de coûter cher à notre patron ! — et on nous le démontre même avec une comparaison entre les charges respectives d'un ouvrier et d'un patron sur une base de 5 000 F, comme si un patron touchait 5 000 F ! — Pensez donc : avec nos misérables 3 000 F par mois (1 228 de l'employeur et 1 690 F de l'Etat) dans le meilleur des cas — plus de 21 ans — (une d'entre nous, pour 47 h par semaine en hôtellerie, touche à peine 2 000 F parce qu'elle n'a que 18 ans), on ne va pas nous faire croire que notre patron est à plaindre !

Comble de l'horreur et du cynisme : nous autres, les jeunes, c'est pour nous payer des fringues et des loisirs que nous faisons nos 39 h comme tout le monde pour une misère ! Ben voyons !

Et en plus, il faudrait être bien sage et bien poli, se la fermer, et surtout, arriver au boulot toujours très frais et très dispos pour le patron. (...)

On n'a même pas droit aux congés payés (et puis d'abord, c'est bien connu, en France, les gens ont bien trop de vacances !) et certains dans mon groupe ont déjà fait dans la même entreprise un an et demi de TUC, 6 mois de SIVP et vont tout naturellement enchaîner sur... un contrat d'adaptation...

Et après ça, on nous dit d'être toujours sur le qui-vive dans l'entreprise, de se méfier de tous nos collègues, bref d'être des loups (Sulitzer !). Manquait plus que ça !

Et après, ces messieurs du (des) gouvernement(s) veulent nous faire croire à une diminution du chômage, à la création d'emplois pour les jeunes chômeurs. A d'autres la chansonnette !"

Chirac veut limiter les débrayages parce qu'il ne pourrait rien contre la grève

Pour contrer les contrôleurs aériens qui débrayent régulièrement depuis maintenant neuf semaines, le gouvernement a fait décider par les députés le rétablissement d'une disposition antigrève pour toute la Fonction publique. Chirac veut même étendre cette disposition à tous les services publics. Tout débrayage, quelle que soit sa durée, fût-il d'une demi-heure seulement, sera sanctionné par une retenue d'une journée sur le salaire.

Cette disposition parfaitement injuste, ce vol en fait, le gouvernement l'a décidée pour tenter d'amadouer les bourgeois. Paraître dur envers les travailleurs en grève, c'est la façon de Chirac de se mettre à plat ventre devant les hommes d'affaires et leurs représentants, irrités d'avoir à attendre un peu leur avion, mais de toute manière et en tout temps hostiles à tous les grévistes. Ces gens attendent du gouvernement qu'il leur cède tout mais qu'il ne passe rien aux travailleurs. Et Chirac, en bon larbin qui quémande leurs voix aux prochaines élections, tente à tout prix de faire mine de les satisfaire.

Les premières réactions des contrôleurs ont été de décider de continuer et même d'accentuer leur mouvement. Ce serait bien, en effet, la seule réponse possible.

On nous parle du droit de grève. Mais la grève n'est pas une question de droit. C'est d'ailleurs parce que les droits des travailleurs sont bafoués qu'ils doivent recourir à la grève. Et, droit ou pas, chaque grève est d'abord une épreuve de force, une guerre avec les patrons dans laquelle les travailleurs ne doivent compter que sur une chose : il faut qu'ils soient les plus forts pour défendre ou arracher leur dû.

L'exemple des aiguilleurs du ciel nous montre encore une fois que lorsque l'épreuve de force est déclenchée, les demi-mesures qui soi-disant économisent les forces des travailleurs ne font en fait que les affaiblir. Les grèves tournantes et les débrayages limités coûtent, paraît-il, moins cher aux travailleurs, mais ils donnent surtout aux patrons des moyens de frapper, eux, plus fort sur les grévistes.

Il y a plus de vingt ans, quand les dispositions antigrèves (la retenue d'une journée pour tout débrayage et aussi le préavis de cinq jours) ont été passées pour la Fonction publique, c'était la réponse du gouvernement à des séries de grèves tournantes, en particulier dans les transports en commun. Les grèves tournantes, à l'époque, n'ont pas économisé les forces des travailleurs du secteur public, elles n'ont fait que renforcer leur patron, le gouvernement.

En revanche, les cheminots, cet hiver, ont montré que lorsque les travailleurs jetaient toutes leurs forces dans la lutte, qu'ils entraient vraiment en grève, les lois ne comptaient plus. En décembre, les cheminots sont partis en grève, dans tout le pays, sans aucun préavis. Et ni le gouvernement ni la SNCF n'ont rien pu faire. Et plus personne n'a invoqué la loi antigrève balayée et remisée aux oubliettes par la puissance d'une grève de cent mille travailleurs du rail.

Il n'est peut-être pas mauvais que les syndicats aient appelé à des mouvements et des débrayages symboliques pour protester contre la décision du Parlement. Mais la vraie réponse, la seule qui compte, de la part des travailleurs, à la misérable démagogie électorale pro-bourgeoise de la droite et de Chirac, c'est de préparer une grève sérieuse pour des objectifs sérieux.

Une augmentation générale des salaires qui ont pris tant de retard ces dernières années, le partage du travail entre tous pour que trois millions de travailleurs ne restent pas au chômage pendant que les autres voient leur charge de travail augmenter : voilà les besoins de toute la classe ouvrière. Ils ne seront pas obtenus par des conflits limités, à l'économie ou au rabais. Il faudra un mouvement général de tous les travailleurs.

Mais ce mouvement général se moquerait bien alors des mesquines dispositions antigrèves votées par les députés. Non seulement il ne serait plus question, par exemple, de nous faire payer une heure de débrayage par une journée de salaire, mais les patrons s'estimeraient encore heureux de pouvoir mettre fin au conflit en payant les journées de grève.

Ce n'est pas une utopie, c'est ce qui s'est passé lors de la grève générale de Mai 1968.

Arlette LAGUILLER

(Voir aussi notre article sur les aiguilleurs du ciel, page 13).

CORSE : pour quelques places au soleil...

L'assassinat du docteur Lafay, un vétérinaire de Corte, connu pour ses positions anti-indépendantistes a fait à nouveau monter la tension en Corse.

Venant après les discours de Pasqua sur sa détermination à *"réduire au silence les terroristes"*, ce meurtre apparaît au premier abord comme la réponse des nationalistes corses au ministre de l'Intérieur, même si l'ex-FLNC a démenti être l'auteur de l'attentat.

Il ne peut d'ailleurs être exclu qu'il s'agisse d'une provocation destinée à favoriser la répression contre les nationalistes corses. Le propre des groupes terroristes agissant en dehors de tout contrôle de la population, étant justement de ne pas pouvoir être identifiés, cela laisse la place à toutes les manipulations. Il n'est pas exclu non plus que différents groupes, éclatés pour les besoins de la clandestinité, agissant sous le sigle du FLNC, ne soient pas d'accord entre eux sur l'utilité d'avoir tué le vétérinaire de Corte.

Toujours est-il que cet attentat s'est déroulé à un moment choisi. A l'occasion du voyage dans l'île du "champion de la sécurité", en effet, les nationalistes corses se sont mobilisés, accueillant à quelques dizaines Pasqua à coup de pétards et de bombes lacrymogènes et manifestant leur existence de diverses façons.

Depuis des années, et malgré la dissolution de différentes organisations, les nationalistes corses continuent cette même politique d'attentats terroristes, en prétendant se battre au nom du "peuple corse" contre "le fait colonial" dont la Corse serait victime.

En réalité, pourtant, ces nationalistes-là ne sont pas, les défenseurs des opprimés qu'ils prétendent être et leurs méthodes de gangsters, leurs liens avec le milieu et certains affairistes sont bien plus évidents que leurs aspirations prétendûment populaires.

Leur préoccupation n'est pas, en effet, de résoudre les difficultés de la population pauvre de Corse. Dans leurs rangs, se trouvent en fait, plutôt, une partie de cette jeunesse petite-bourgeoisie qui cherche surtout un avenir doré pour elle-même.

Les cibles favorites des nationalistes corses depuis dix ans, sont ainsi, outre les forces de l'ordre, essentiellement des commerçants et des professions libérales : vétérinaires, coiffeurs ou hôteliers, autant de concurrents venus du continent ou d'ailleurs et dont ils aspirent à prendre la place. Ce sont ceux-là que les nationalistes rackettent — en exigeant l'"impôt révolutionnaire" —, ceux-là qu'ils menacent et que, parfois, ils tuent, avec des méthodes que certains ont comparé non sans raison avec celles de la mafia.

Les "indépendantistes" corses ne s'en prennent pas, par contre, — sauf exception —, à ceux qui, propriétaires terriens par exemple, s'enrichissent sur le dos d'ouvriers agricoles maghrébins. Au contraire même, c'est parfois l'inverse : comme en décembre 1982 à Aléria, où un travailleur immigré a été victime d'un attentat attribué au FLNC.

Combattant au nom d'une prétendue libération nationale, les nationalistes corses affrontent l'Etat français, sa police, sa justice et ses dirigeants. Mais la similitude s'arrête là — même si elle est entretenue jusque dans le nom de l'organisation nationaliste — avec les indépendantistes qui combattent le colonialisme français en Nouvelle-Calédonie ou en Guadeloupe, par exemple — ou qui l'ont combattu dans le passé.

Certes, pas plus en Nouvelle-Calédonie qu'aux Antilles, la politique des nationalistes kanaks ou guadeloupéens ne peut mener ailleurs que dans une impasse.

Mais le combat des indépendantistes dans les territoires colonisés par l'impérialisme français à l'autre bout du monde se déroule contre une véritable oppression nationale. Et ce n'est pas pour rien par exemple, que le peuple kanak, qui se bat pour ses droits, se reconnaît en grande partie dans le FLNKS.

Ce qui se passe en Corse est sans commune mesure.

Bien sûr, la Corse est un département pauvre. Plus pauvre que bien d'autres départements français sans doute. Mais malgré sa situation insulaire, il ne s'agit pas d'un "Département d'Outre-Mer". Et si la Corse est victime d'inégalités, ce sont les inégalités propres au système capitaliste, qui ne développe pas toutes les régions de la même manière ni au même rythme ; mais la population ne subit pas à proprement parler d'oppression coloniale ni d'ostracisme. L'appareil d'Etat français lui ouvre même traditionnellement les bras, au contraire, et pas seulement aux plus bas échelons de la hiérarchie, mais aussi — Pasqua en est une illustration — à tous les niveaux de responsabilité !

Et puis le FLNC n'est pas, sous prétexte qu'il s'en prend à l'Etat français, devenu pour autant un porte-parole des opprimés. Ce n'est pas en leur nom, ni au nom de leurs intérêts qu'il agit. Et d'ailleurs, les opprimés, les pauvres ne se reconnaissent pas non plus en lui.

En fait, sous couvert de grands mots et de référence à l'"indépendance", au "nationalisme corse", valeur sans doute porteuse d'honorabilité, à ses yeux, se cache un combat beaucoup moins honorable...

Alors, quand Pasque dénonce dans les nationalistes-terroristes corses des individus *"proches du milieu"*, dont les méthodes relèvent du *"totalitarisme, du fascisme, du racisme et de la xénophobie"* ; comme quand, de leur côté, divers nationalistes corses dénoncent la *"démocratie de SAC"* de l'Etat-Pasqua et la *"réactivation de ses réseaux de barbouzes"*, ils sont certainement les uns et les autres, assez près de la vérité.

Car, entre la pègre d'un côté et les barbouzes de l'autre, entre les terroristes d'Etat professionnels et les autres, la différence est plutôt mince. Il y a simplement ceux qui travaillent à l'ombre ou au sein de l'appareil d'Etat français et ceux qui, en fait, rêvent de se mettre à leur compte et de se construire leur petit bout d'appareil d'Etat bien à eux.

Et ce n'est vraiment pas ce qui peut rendre les travailleurs français solidaires d'eux, ni de leur "combat" pour quelques places au soleil.

Frédéric FERRIÈRES

Quel danger réel

Depuis quatre ans, le phénomène électoral Le Pen fait partie de la vie politique française. Alors qu'aux élections de mars 1983, les listes du groupuscule qu'était alors le Front National ne dépassaient pas les 2% ou 3%, les mêmes listes remportèrent 16% aux Municipales de Dreux, en septembre de la même année 1983. Depuis, le Front National a fait un score de quelque 11% aux Européennes de juin 1984, puis aux Législatives de mars 1986. Le parti de Le Pen, fort de ses résultats électoraux, pèse désormais sur la vie politicienne française, de la droite à la gauche.

Mais bien au-delà des calculs électoralistes des uns et des autres, il s'agit de savoir pour les travailleurs quel danger représentent Le Pen et son organisation.

LES THEMES CLASSIQUES DE L'EXTREME-DROITE

Incontestablement, ils se situent à l'extrême-droite, reprenant d'ailleurs des thèmes classiques de l'extrême-droite française. Ces thèmes n'ont rien de très nouveau. Ils sont apparus à la fin du siècle dernier, comme le rappelle un article du *Monde* du 12 juin intitulé : *"La vieille histoire du national populisme"*.

Le Pen ou ses ancêtres dénoncent la "décadence" de la société qu'ils voient dans une recrudescence de l'immoralité, de la criminalité, de la corruption, etc. Cette décadence prend même des aspects pathologiques, au début du siècle avec la syphilis, aujourd'hui avec le SIDA ! Face à cette "décadence", l'extrême-droite désigne les coupables, elle les connaît : dans les années 1890, Drumont écrivait : *"Tout vient vient du Juif, tout revient au Juif"* ; dans les années 1980, Le Pen reprend le slogan sous la forme : *"Tout vient de l'immigration ;* quant à "la France aux Français", cela vient directement du même Drumont. Heureusement, autre thème classique de l'extrême-droite, il y a le "sauveur", Barrès, un théoricien de l'extrême-droite de la fin du XIXe siècle, écrivait alors de ce sauveur (en l'occurence le général Boulanger) : *"Qu'importe son programme, c'est en sa personne qu'on a foi. (...) On veut lui remettre le pouvoir, parce qu'on a confiance qu'en toutes circonstances il sentira comme la nation"*... Au XXe siècle, Le Pen se présente sous ces slogans : *"Mes idées sont les vôtres"*, ou encore : *"Un Français à l'Elysée"*...

De ce point de vue, Le Pen ne se distingue donc pas d'un certain nombre de partis de droite ou d'extrême-droite qui, depuis un siècle, ont tablé sur une démagogie nationaliste et populiste.

Misant sur la peur de l'étranger, du différent, exploitant ces préjugés xénophobes (comme lors de sa campagne électorale à Aulnay en 1983), s'en prenant aux syndicats ou aux partis politiques de gauche dans ses discours, fustigeant comme récemment *"ceux qui ne travaillent pas assez"*, les thèmes de Le Pen ne se distinguent pas de certains thèmes fascistes (Le Pen se défend d'être antisémite, mais Mussolini lui-même, l'inventeur du fascisme, n'était pas antisémite).

QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

Quant à savoir si le Front National est une organisation fasciste, c'est un autre problème. Le fascisme ne se réduit pas à des thèmes et à une démagogie (sur ce terrain une ligne de démarcation entre le fascisme et l'extrême-droite serait bien difficile à déterminer !).

Le fascisme, c'est avant tout un phénomène historique survenu au début des années 1920 en Italie et en Allemagne. Par-delà le discours, le fascisme consistait en une mobilisation de certaines couches populaires, en tout premier lieu des chômeurs et des petits-bourgeois ruinés enragés par les conséquences de la crise, en principe contre le parlementarisme, et les institutions... et de fait pour la destruction morale et physique des organisations de la classe ouvrière. C'était des bandes armées, payées par la bourgeoisie pour briser les grèves et casser les meetings ouvriers...

En juin 1933, six mois après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, Trotsky écrivait : *"Le fascisme allemand, comme le fascisme italien, s'éleva au pouvoir sur le dos de la petite bourgeoisie, qu'il a transformée en bélier contre les organisations de la classe ouvrière et les organisations de la démocratie."* ; quant à la tâche du fascisme : *"Elle lui est fixée par le capital monopoleur. La concentration forcée de toutes les ressources et de tous les moyens du peuple suivant les intérêts de l'impérialisme, mission historique réelle de la dictature fasciste, signifie la préparation à la guerre ; cette tâche à son tour ne souffre aucune résistance intérieure et mène à la concentration mécanique ultérieure du pouvoir."*

LES CONDITIONS NE SONT AUJOURD'HUI PAS ENCORE REUNIES POUR UNE ORGANISATION FASCISTE

Pour l'instant, de ce point de vue, Le Pen n'est pas fasciste. Pour plusieurs raisons. D'une part, la crise économique n'est pas telle que la bourgeoisie choisisse la carte du fascisme. D'autre part, il n'est qu'à voir les médecins, les patrons de café, les cadres, les petits porteurs d'actions Saint-Gobain ou autres pour se rendre compte que la petite bourgeoisie se porte

Manifestation du Front National à Mons en Baroeul (AFP).

De la démagogie xénophobe...

En bref

Les tondeurs de coupons

Le Parisien Libéré du 17 juin, faisant le bilan des six mois écoulés depuis la première privatisation, celle de Saint-Gobain, constate que les bouts de papier ainsi vendus ont rapporté depuis au mieux 40%, au minimum 7,6%, et en moyenne 22% pour ceux qui ont eu recours aux fonds communs de placements ou aux SICAV. C'est sur des dizaines de milliards que jouent ces pourcentages, bien entendu.

Certes, les jours se suivent et ne se ressemblent pas forcément, et les petits porteurs pourront être à la merci un jour au l'autre d'un effondrement des cours. Certes, au moment où la Société Générale et la deuxième tranche de TF1 doivent être vendues, il faut bien faire de la publicité pour faire sortir encore quelques milliards de la poche de ceux qui les ont.

Mais en attendant, la fortune des détenteurs de bouts de papier ne cesse de s'accroître. Et c'est sans produire quoi que ce soit que les bourgeois s'en mettent plein les poches.

Dans le Jura : les parents veulent des crédits pour l'école

Plus d'un millier de manifestants selon la presse locale ont protesté le vendredi 22 mai dans les rues de Lons-le-Saunier. Ils entendaient marquer leur opposition aux 53 fermetures de classes et à la suppression de 25 emplois d'instituteurs dans le département du Jura.

Les parents d'élèves sont entrés en lutte depuis deux mois avec les enseignants les plus combatifs. Ils ont entraîné derrière eux de nombreux maires de communes rurales et des organisations comme le SNI pour les instituteurs et la FCPE pour les parents. (Ces deux organisations se gardant bien d'essayer d'appeler à des actions similaires dans les autres départements où les problèmes sont identiques). Cette manifestation faisait suite à la journée du 11 avril où 100 écoles avaient été occupées, et à deux manifestations, également à Lons, les 17 et 25 avril. Les parents d'élèves veulent le vote de crédits permettant le maintien des classes et souhaitent que leur mouvement s'étende à d'autres régions pour être plus forts.

Catalogue grand patron

Pas gêné, les patrons ! Toutes les statistiques montrent que les investissements industriels, que les dépenses de modernisation productive des entreprises françaises tournent au ralenti et sont même très en retard sur celles de pays comme l'Allemagne ou même l'Italie, mais qu'à cela ne tienne ! Ils réclament encore des aides.

Du temps de Gattaz, c'était le catalogue à une voix. Cette fois, ils se sont succédé pour lire leurs listes de réclamations mais c'était pareil. On en a même entendu un — le président de la Commission internationale — raconter ses démarches pour obtenir du gouvernement *"un traitement fiscal compétitif des investissements à l'étranger"*.

La liberté de circulation des capitaux ne leur suffit plus, maintenant, il faut les aider à exporter leur argent !

Une augmentation peut cacher une diminution

Michèle Barzach, ministre délégué à la Santé et à la Famille, a annoncé une augmentation de 1% des allocations familiales pour l'année. C'est peu, pourrait-on se dire, mais au moins de ce côté-là, on ne nous en retire pas.

Mais à y regarder de plus près, en fait d'augmentation, il s'agit en réalité d'une baisse : baisse en premier lieu par rapport à l'augmentation de l'an dernier (+ 2,5%), et puis manque à gagner ensuite par rapport à l'inflation. Cette hausse

représente Le Pen ?

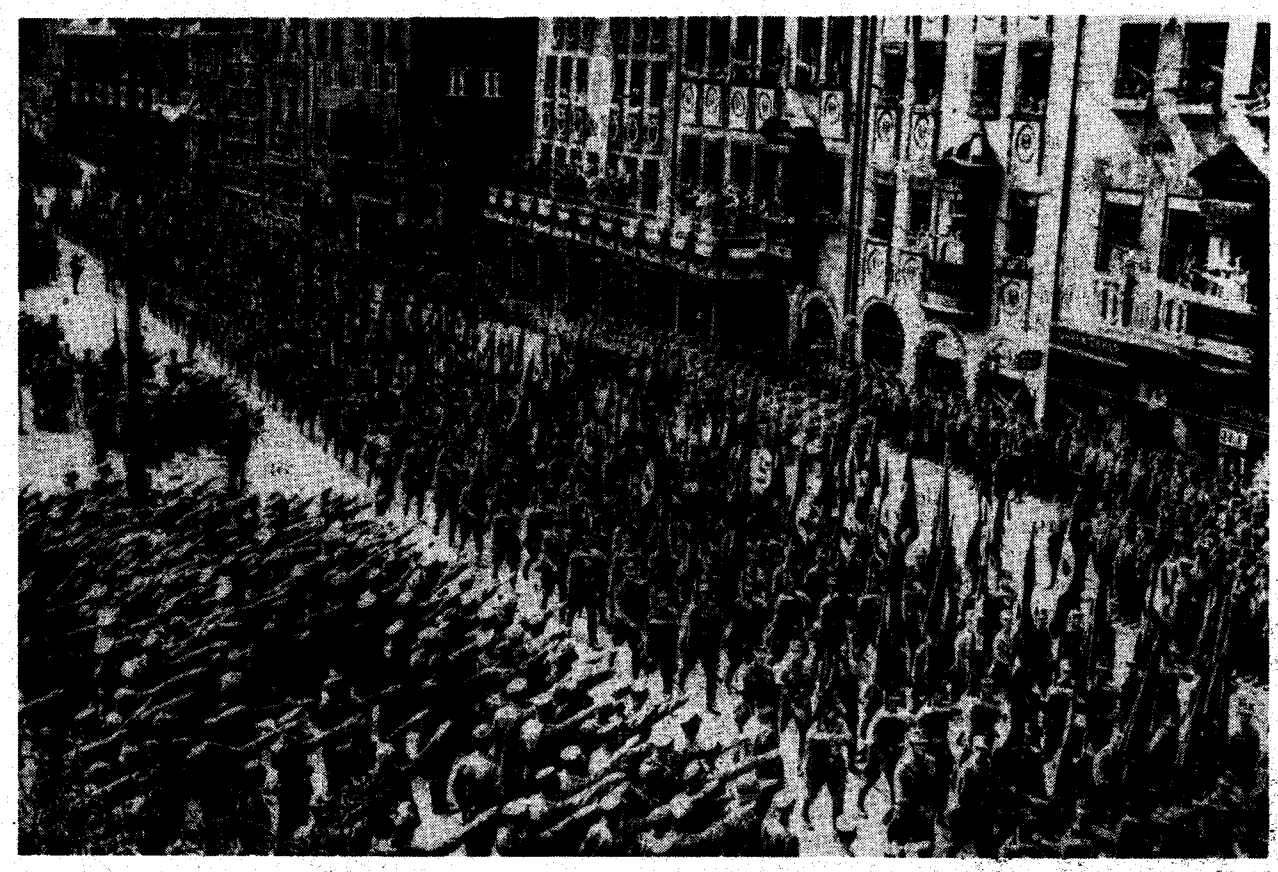
bien, qu'elle n'a pas encore payé les frais de la crise. Quand il s'agit d'aller mettre un bulletin dans l'urne, caché dans l'isoloir, Le Pen peut compter sur quelque deux millions de Dupont-Lajoie. Mais qu'il s'agisse de défiler derrière lui et d'autres nostalgiques de Jeanne d'Arc et du Moyen Age, il lui en reste quelques milliers. Alors, quant à se livrer à des actions coup de poing contre les organisations de la classe ouvrière, seuls quelques marginaux seraient peut-être prêts à le faire... à condition d'être plus nombreux, et payés, et que cela ne représente aucun risque de représailles, notamment de la part de la classe ouvrière. Enfin Le Pen lui-même, indépendamment des possibilités actuelles, a-t-il fait le choix du fascisme ?

RIEN NE DIT QUE SI UN PARTI FASCISTE SE CONSTITUAIT EN FRANCE, CE SERAIT FORCEMENT DERRIERE LE PEN

Certes, Le Pen fustige sans cesse ce qu'il appelle "la bande des quatre", jouant sur la désillusion des couches populaires envers les partis de droite comme de gauche qui ont tous montré à leur passage au gouvernement quelle politique ils entendaient mener. Mais, contrairement à l'extrême-droite des années 1890, ou des années 1930, Le Pen, pour l'instant, ne vise même pas au renversement des institutions, il n'est même pas antiparlementariste. Il dit facilement "quand je serai ministre...", quand il ne s'aventure pas à dire "quand je serai président...". Mais être ministre, c'est forcément compromettre un peu la solution fasciste, c'est-à-dire celle qui consiste à faire donner la rue contre le Parlement.

Pour le moment, Le Pen se contente de se situer à l'extrême-droite, au sein de la palette variée du Parlement. Et Le Pen n'a même pas pour lui l'originalité, car sur ce terrain, il peut compter avec la concurrence d'un Pasqua, ainsi que sur celle d'autres ministres de l'actuel gouvernement, anciens membres ou dirigeants de groupuscules d'extrême-droite ou même sur un Chirac.

Et rien ne dit que si un parti fasciste se constituait en France, ce serait derrière Le Pen.



Défilé de SA et de SS en Allemagne après la prise du pouvoir par Hitler.

... aux assauts fascistes par la rue : il y a plus qu'un pas.

EN QUOI CONSISTE LE DANGER ACTUEL DU SUCCES ELECTORAL DES THEMES DE L'EXTREME-DROITE ?

Ceci dit, la simple existence d'une extrême-droite qui puisse populariser ses thèmes représente un réel danger. Car cela permet à tous les préjugés racistes et nationalistes d'avoir une expression politique, alors même que la classe ouvrière, elle, ne s'exprime pas sur un terrain politique de classe. C'est à la faveur du succès électoral de ces thèmes que des contrôleurs de la SNCF peuvent se sentir le droit de passer des jeunes à tabac, et que d'autres commettent des incendies racistes dans le XXe arrondissement. Et c'est toujours à la faveur de ces thèmes que, si la crise s'aggravait encore, la constitution d'un parti fasciste serait possible, qu'il y aurait des troupes pour marcher derrière des nostalgiques de la guerre d'Algérie... Et alors des manifestations pacifiques du type de celles qui ont eu lieu à Marseille les 11 et 13 juin ne seraient d'aucun secours, car c'est l'affrontement physique contre les fascistes qui serait à l'ordre du jour.

Aussi, même si aujourd'hui on n'en est pas à ce stade, il est nécessaire dès maintenant de contrer l'extrême-droite. Mais le meilleur moyen pour cela en fait le seul, c'est que la classe ouvrière occupe le terrain politique, en se battant pour son propre compte, et fasse ainsi reculer le gouvernement, et avec lui les politiciens de droite et d'extrême-droite, comme ceux de gauche. Et ce ne sera plus alors l'extrême-droite qui pèsera sur la vie politique, mais au contraire, la classe ouvrière qui donnera le ton.

Pour avoir une idée de ce qui est à la portée des travailleurs, il suffit de prendre l'exemple de cette année, avec le mouvement des cheminots. Au moment de leur grève, ce sont les cheminots en lutte qui remplissaient toute la vie politique, pas l'extrême-droite. Quant à Le Pen qui, avec sa démagogie, misait sur le mécontentement des usagers (une démagogie pourtant largement relayée par les médias, les partis de droite comme de gauche, et même par les syndicats au début du mouvement), il a tout juste réussi à ameuter quelques centaines de personnes ! Et ceux-là n'auraient sans doute même pas osé se montrer si la combativité des cheminots avait contaminé l'ensemble de la classe ouvrière !

Le Pen, avec tout son cortège de démagogie, n'a pu effectuer sa percée électorale rapide qu'à la faveur de la démoralisation de la classe ouvrière, abandonnée et freinée dans ses luttes par ses propres organisations après deux ans de gouvernement d'Union de la gauche menant une politique anti-ouvrière. Aujourd'hui, il est tout à fait possible de dégonfler la baudruche électorale Le Pen, et tout aussi rapidement qu'elle a gonflé. Cela ne passera pas par de simples manifestations anti-Le Pen, mais par un regain de moral, de conscience des travailleurs, donc par des batailles sur leur terrain, dans leur intérêt. La lutte des cheminots a montré la voie. A l'ensemble de la classe ouvrière de la suivre...

Pierre REDON

intervient effectivement suite aux estimations des experts économiques qui, selon *le Parisien Libéré* du 15 juin, laissent à penser que la hausse des prix atteindra cette année 3,5 %.

Bilan : une baisse des prestations d'au moins 2,5 %.

Bokassa condamné à mort : feu sur l'homme de paille

Bokassa a été condamné à mort : difficile de verser des larmes sur son sort, lui, l'ancien chef d'un régime de terreur, responsable d'assassinats comme ceux des enfants des écoles qui avaient manifesté contre le port de l'uniforme.

Cet ancien militaire de l'armée française, adjudant de "la Coloniale", avait été mis en place par les politiciens dirigeants de l'Etat français. Un certain nombre d'entre eux avaient assisté à la farce de son couronnement comme empereur du Centrafrique. Il avait "un cousin" en la personne de Giscard d'Estaing qui peut aujourd'hui verser des larmes de diamants sur son sort. Mais Kolingba, le successeur de Bokassa, mis en place par l'armée française et soutenu par les successeurs de Giscard, perpétue la corruption et la terreur. Et avec eux... le maintien de la présence française.

ECHOS DES ENTREPRISES

Ce n'est pas avec des si

... que nous pourrons lutter contre les cas de S.I.D.A. si nombreux parmi nous.

Des S.I.D.A. ?

Des Salaires Insuffisants Depuis des Années.

Ce n'est pas avec des si, mais avec des sous ; les sous que nous devrons arracher aux patrons si on ne veut pas que l'épidémie s'étende.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *UAP, Tour Assur*

Qu'est-ce qu'on fait ?

Ça fait maintenant un mois et demi que nous sommes plusieurs milliers à la cantine qui payons l'ancien tarif. Et plus ça va, plus on est nombreux.

En représailles, la direction, dans deux restaurants, sert depuis plusieurs jours un choix réduit et menace d'aller plus loin. Et nous, qu'est-ce que nous allons faire ? Céder devant le diktat patronal ? Ça n'est pas raisonnable.

Quand les mêmes augmentent le prix des voitures comme on sait et le prix des repas de 3 %, en expliquant que c'est parce que tout augmente, et qu'en même temps ils lâchent 0,5 % de rallonge, repris immédiatement par l'augmentation des cotisations sociales, il y a de quoi serrer les poings !

Nous sommes une large majorité à savoir cela ; c'est pourquoi on paye à l'ancien tarif. Mais le vrai problème, celui qui est à la base de tout, de la Sécu, de la cantine et du reste, c'est LES SALAIRES. Et là, ce n'est pas 2,5 % qu'ils nous volent. C'est entre 500 F et 1 000 F par mois selon les catégories.

Alors si l'on est amené à taper sur la table, à la cantine pour commencer, d'accord. Mais ça, c'est le hors-d'œuvre. C'est le round d'entraînement. Le vrai combat, c'est pour 1 000 F de rallonge, tous ensemble et en cognant dur.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault-Flins. Entretien et Outillage.*

BUDGET DE LA SÉCU

Que le Parlement ou les syndicats en causent c'est l'Etat qui en dispose

La proposition de loi du giscardien Michel d'Ornano, visant à instaurer le contrôle du Parlement sur le budget de la Sécurité sociale, a suscité la protestation à la fois des syndicats et du patronat. Philippe Séguin, ministre RPR des Affaires sociales l'a jugée inopportune. Et finalement Chirac a préféré renvoyer l'adoption définitive à après les "Etats généraux" de la Sécurité sociale, même si une version expurgée du projet d'Ornano devait faire l'objet d'un débat, le 18 juin.

Le budget de la Sécurité sociale est aussi important que le budget de l'Etat. Ces sommes ne sont que du salaire différé, c'est-à-dire qu'elles proviennent de la poche des travailleurs. Il serait donc bien normal que ce soit les travailleurs, et eux seuls, qui contrôlent l'utilisation de leur propre argent. Mais ce n'est pas du tout le cas.

Les caisses sont gérées par des Conseils d'administration dans lesquels participent des représentants des syndicats et des représentants du patronat. Mais ils sont sous la tutelle de l'Etat. Et c'est en fait le gouvernement qui prend les décisions principales comme celles concernant les cotisations ou les taux de remboursement (et on vient encore de le voir!). Représentants syndicaux ou pas, rien n'empêche l'Etat de puiser de mille et une manières dans le budget de la Sécurité sociale, en lui faisant assumer tantôt les dépenses d'équipement hospitalier, tantôt la couverture des déficits des autres régimes sociaux, et bien d'autres encore. Car la Sécurité sociale, depuis ses débuts avec De Gaulle, a toujours été sous la tutelle de l'Etat, et les différents gouvernements successifs ne se sont guère gênés pour s'en servir. Quoi qu'en disent aujourd'hui les opposants des sommets syndicaux au projet d'Ornano, qui crient à "l'étatisation de la Sécurité sociale", l'étatisation date de très longtemps.

En fait, les représentants des syndicats qui siègent dans les Conseils d'administration de la Sécurité sociale n'exercent en rien le contrôle des travailleurs. Ils n'y sont que parce que l'Etat leur offre ainsi de nombreuses places dans une vaste administration qui fonctionne sous sa dépendance. Et la participation des syndicats à ces organismes n'est que l'un des aspects de leur intégration à l'Etat.

Mais en ces périodes électorales, il est de bon ton pour les hommes de la droite qui s'exercent à la surenchère les uns sur les autres, de faire mine de vouloir "faire mal" aux syndicats. Et puis comme il y a des Etats généraux de la Sécurité sociale en perspective, Chirac, comme d'Ornano, n'est pas fâché sans doute de tenir la bride sur le cou aux syndicats en leur laissant entendre que s'ils n'étaient pas assez "raisonnables", on pourrait sinon se passer totalement de leurs bons et loyaux services, du moins donner au Parlement autant de prérogatives — c'est-à-dire aussi peu — que celles dont ils disposent, à la Sécurité sociale.

Pour le moment, tout cela reste dans le domaine de la mise en scène, une réédition de "Retenez-moi ou je fais un malheur". En attendant, les patrons gestionnaires de la Sécu ont crié encore plus fort que les syndicats et le gouvernement s'est empressé de temporiser.

Rideau.

Louis GUILBERT

32ème CONGRÈS DU PCI

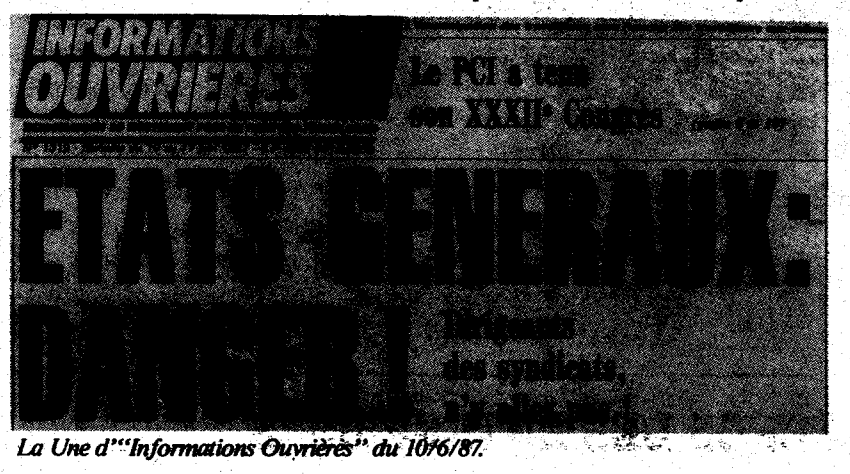
Intégration, quand tu nous tiens...

Le Parti Communiste Internationaliste — organisation trotskyste — a tenu son XXXIIe congrès, le week-end dernier. L'un des principaux thèmes de ce congrès a été la campagne que mène le PCI contre la tenue des Etats généraux de la Sécurité sociale. Ceux-ci, organisés par le gouvernement, rassembleront cet automne le CNPF, des représentants du gouvernement, les syndicats qui acceptent d'en être, ainsi que toutes sortes d'autres organisations associatives.

Le Parti Communiste Internationaliste dénonce la volonté gouvernementale de faire régresser les acquis des travailleurs en démantelant la Sécurité sociale, mais aussi et surtout la volonté d'y parvenir en "impliquant" les syndicats.

Il est évident que ces Etats généraux sont un moyen pour le gouvernement de faire cautionner par les syndicats les décisions qu'il a programmées sur la Sécurité sociale, ce que le Parti Communiste Internationaliste dénonce à juste titre.

Par contre, ce qui est contestable — et un peu risible — c'est la façon dont le Parti Communiste Internationaliste dénonce cela. A la Une du journal du PCI, *Informations Ouvrières,* sur la largeur de la première page s'étale le titre de l'article de Pierre Lambert : *"Etats généraux : danger ! Dirigeants des syndicats, n'y allez pas !"* Il y écrit : *"Les mauvais coups se préparent toujours dans le secret (...) Il s'agit d'une question littéralement vitale"*, et Pierre Lambert met en garde les syndicats contre *"ce premier pas vers l'intégration qui serait légalisée dans les Etats généraux"*. La résolution finale, votée lors du congrès, dit, elle aussi, que la participation des syndicats aux Etats généraux — départementaux dans un premier temps — devrait *"permettre au pouvoir politique de la bourgeoisie d'avancer dangereusement sur la voie de l'intégration des syndicats à l'Etat que De Gaulle avait tenté d'imposer par le référendum de 1969."*



La Une d'"Informations Ouvrières" du 10/6/87.

Parler de *"premier pas"* dans l'intégration c'est en fait blanchir bien vite les Maire, les Bergeron, les Marchelli... Et à supposer que la CGT ne participe pas à ces Etats généraux, comme elle l'a dit, cela voudrait-il dire que la CGT de Krasucki n'est pas intégrée à l'appareil d'Etat, contrairement à la CFDT, FO ou la CGC ? En réalité, cela fait des décennies que l'Etat bourgeois a domestiqué les directions syndicales pour s'en servir d'instruments dans ses relations avec les travailleurs !

Lors du référendum de 1969, cela faisait déjà longtemps que les syndicats avaient franchi le premier pas dans l'intégration, en particulier depuis l'après-Seconde Guerre mondiale, avec, sous l'égide de De Gaulle, la mise sur pied de la Sécurité sociale elle-même (dont les divers syndicats se disputent la gestion). Sans parler des multiples autres organisations étatiques dans lesquels les syndicats sont installés.

Cette façon de présenter cet automne des Etats généraux comme l'automne de tous les dangers quant à l'indépendance des syndicats à l'égard de l'appareil d'Etat bourgeois, c'est finalement une façon de blanchir les directions syndicales actuelles.

Mener une telle campagne se comprendrait, à la rigueur, de la part de syndicalistes soucieux de se faire comprendre des autres militants. Mais de la part d'une organisation révolutionnaire s'adressant à ses militants, cette mise en garde contre le danger "futur" d'une intégration des syndicats à l'Etat ressemble fort... à une misérable tentative de s'intégrer aux bureaucraties syndicales elles-mêmes !

Yves CAREL

10 000 LOYERS "1948" LIBÉRÉS

Encore un cadeau aux propriétaires

Le premier décret de la loi Méhaignerie concernant les logements d'avant 1948 vient d'entrer en vigueur le mardi 16 juin. Cette loi avait été votée à la fin de l'année dernière dans le but de permettre notamment aux propriétaires de logements anciens, régis par la loi de 1948, de débloquer et augmenter ainsi les loyers jusque-là réglementés.

Ce décret concerne les 160.000 logements de catégorie 2B et 2C, c'est-à-dire les logements considérés comme les plus confortables (mais c'est très relatif) des 700.000 encore régis par la loi 1948. Pour les logements aujourd'hui vacants, c'est simple : la loi Méhaignerie est directement appliquée et leurs propriétaires peuvent par conséquent pratiquer les loyers qu'ils veulent.

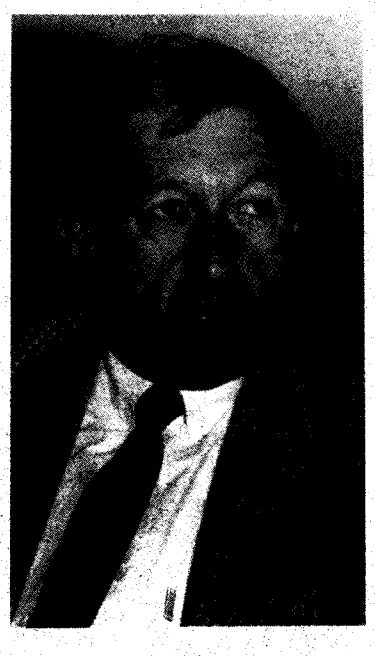
Quant aux logements déjà occupés, un seuil de revenus des locataires est fixé, qui varie en fonction de la situation du logement (Paris ou province) et du nombre de personnes qui l'occupent, seuil au-delà duquel le loyer est libéré.

Ce seuil de revenus est fixé ainsi, pour Paris, à 118.000 F par an lorsqu'il s'agit d'une seule personne (soit 9.800 F environ par mois), mais à 144.000 F pour deux personnes, ce qui correspond pour chacune à un salaire de 6.000 F ! Pour la province, le seuil est fixé encore plus bas, à 108.000 F pour deux personnes, par exemple...

10.000 logements seraient ainsi touchés, et leurs propriétaires peuvent dès maintenant exiger un nouveau bail pour huit ans, mais dans lequel le loyer peut être aligné sur ceux *"habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années pour les logements comparables non soumis à la loi de 1948"*. En clair, cela signifie que le loyer des logements concernés pourra passer du simple au triple, voire plus, et un deux-pièces à 800 F par mois dans Paris, s'aligner tout simplement sur les 3.000, 4.000 F de loyer dans un immeuble plus récent. Certes, l'augmentation du nouveau loyer ne devrait se faire que par huitième, à chaque année du nouveau bail, mais d'ores et déjà, cela se traduira par des hausses substantielles, voire par des mises à la rue pour ceux qui ont de faibles revenus et qui ne pourraient pas payer le nouveau loyer.

Hélène GRILLET

Lajoinie, candidat aux Présidentielles, veut ratisser le plus large possible



■ Les 12 et 13 juin, s'est tenue la Conférence nationale du Parti Communiste Français qui a désigné, ou plutôt confirmé Lajoinie comme son candidat aux élections présidentielles de 1988.

Le long rapport de Marchais et le discours de Lajoinie définissent ce que sera la politique du PCF dans ces élections.

Si le PCF présente un candidat à ces élections, ce n'est pas bien sûr avec l'espoir de le voir élu, ni même présent au second tour. Pour contrer l'argument du "vote utile" (que le PC a, dans le passé, si souvent utilisé) pour convaincre de voter PC, Marchais, dans son rapport, explique que *"la démarcation entre politique du capital et politique nouvelle passe aujourd'hui non plus entre la droite et la gauche, mais à l'intérieur de la gauche, entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste"*. Lajoinie, lui, déclare qu'il sera le *"candidat des petites gens (...) des sans-travail, (...) de la classe ouvrière, (...) de toutes celles et de tous ceux qui veulent opposer un "non" catégorique à cette société inhumaine"* en concluant *"le vote communiste... pour que ça change vraiment"*.

Mais comment ?

Dans une interview au journal *Le Monde* du 16 juin, Lajoinie précise : *"Au premier tour, c'est aux gens de dire ce qu'il faut faire, la suite sera différente selon qu'il y aura un rassemblement large ou faible autour du candidat communiste (...). Voter communiste, c'est voter pour une voie opposée à celle des socialistes. D'où notre discours sur la démarcation"*. Ce à quoi le journaliste du *Monde* rétorque : *"En disant cela aujourd'hui, vous ne pouvez plus demander demain à vos électeurs de se désister pour un candidat opposé à ce que vous voulez"*, et Lajoinie de répondre : *"Nous déciderons pour le deuxième tour en fonction de nos propositions, de notre résultat et en temps voulu"*.

Lajoinie laisse donc entendre que si le PC a suffisamment de voix au premier tour, il pourrait se désister en faveur du PS au second tour, mais sans expliciter le raisonnement qui lui fait adopter cette tactique électorale.

Bien sûr, nous ne pouvons pas penser à haute voix à la place de Lajoinie lui-même. Mais le raisonnement politique qui pourrait justifier, ou du moins rendre cohérent, devant les électeurs, un désistement du PC en faveur du PS, malgré la dénonciation qu'en fait aujourd'hui le PC, pourrait être le suivant : si le PC a suffisamment de voix au premier tour, il pourrait y avoir un intérêt politique à l'élection d'un président de gauche, car elle serait suivie de la dissolution de l'Assemblée, donc d'élections législatives, et le PCF pourrait alors poser ses conditions politiques à un PS qui aurait besoin de lui pour constituer une majorité parlementaire. Et pour cela il faudrait bien sûr que le PC ait suffisamment de sièges (donc de voix) pour que le PS ne puisse pas constituer une majorité avec des députés situés à sa propre droite. Dans ces conditions, le PC pourrait revenir au gouvernement dans des conditions plus favorables qu'en 1981, mieux à même d'exercer les pressions politiques nécessaires sur le PS. (Bien sûr, avec un tel calcul, il faudrait faire abstraction du fait que le PS, en gestionnaire loyal de la bourgeoisie qu'il est, préfèrerait sans doute renoncer à gouverner plutôt que de le faire sous la pression politique d'un PC renforcé !).

Par contre, pour continuer le raisonnement, si le PCF avait peu de voix au premier tour (pas suffisamment pour pouvoir négocier avec le PS en situation de force), il n'y aurait aucun intérêt politique à se désister, et le PC appelerait alors à l'abstention.

Voilà donc la démarche politique qui pourrait justifier le fait que le PC conditionne son désistement au second tour, à ses résultats au premier.

Mais Lajoinie se garde bien de faire tout ce raisonnement devant ses militants et ses électeurs. Car être plus explicite, cela engagerait le PCF. Cela l'amènerait, avant même le scrutin, à décevoir soit les partisans du désistement, soit ceux de l'abstention, en prenant le risque de mécontenter un peu tout le monde par avance. Alors, il préfère cultiver l'ambiguïté, en ratissant le plus large possible : à la fois du côté de ceux qui regrettent l'Union de la gauche (et qui de toute façon voteront pour le candidat de gauche au second tour, mais qui voteront peut-être plus facilement pour le PC au premier, s'ils peuvent espérer un désistement de celui-ci par le PS s'il gagne des voix au premier) ; et ceux qui apprécient le ton combatif et anti-socialiste actuel.

Bref, le PC suggère qu'il aura une attitude au second tour, sans préciser laquelle, ni exactement à quelles conditions, laissant ainsi les uns et les autres s'auto-persuader qu'elle sera celle qu'ils attendent...

Pourtant, le seul moyen qu'aurait le PCF de peser politiquement sur le futur gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite d'ailleurs, serait de s'appuyer sur la mobilisation extra-électorale des travailleurs. Et ce serait possible grâce aux dizaines de milliers de militants qu'il a dans les entreprises.

Mais de la même manière qu'il ne veut pas rendre ses calculs électoraux explicites de peur que ses électeurs puissent juger par eux-mêmes de leur valeur, il ne tient pas plus à ce que les travailleurs jugent par eux-mêmes la meilleure façon de peser sur la vie politique, sans plus compter sur les élections.

Mais le PCF ne peut pas expliquer cela, lui qui tient tant à son rôle d'avocat des travailleurs auprès de la bourgeoisie, et qui, pas plus que les avocats ne peuvent se passer des tribunaux, ne peut se passer du parlementarisme.

Marc REMY

Le PCF veut-il vraiment mener la bataille contre Le Pen ?

Lajoinie a déclaré au *Monde* : *"Nous sommes les mieux placés pour disputer à Le Pen les couches populaires. Nous allons mener cette bataille"*.

C'est vrai, le PCF serait certainement le mieux placé. Mais le veut-il ? Lajoinie attribue le succès de Le Pen à la conjonction de la crise, de campagnes racistes de la droite, et *"surtout"* dit-il, *"à l'immense déception qui a suivi le tournant de 1982"*. Il a raison ; mais que faisait le Parti Communiste en 1982 ? Pourquoi est-il resté au gouvernement jusqu'en 1984 ? Les ministres PCF participaient à un gouvernement anti-ouvrier, et le parti en défendait alors le "bilan globalement positif". Et il a au moins été complice pendant trois ans de cette politique faussement de gauche qui a profité à Le Pen. Et c'est ce qui rend le PCF, lui, "le mieux placé" par son implantation ouvrière, d'autant plus responsable de la montée de Le Pen.

Et comment le PC pourrait-il contrer l'extrême-droite dans les couches populaires ? En rendant aux travailleurs leur confiance en eux-mêmes, en leur propre force. Les militants communistes pourraient contribuer à des luttes dirigées démocratiquement par les travailleurs, pour qu'ils puissent choisir eux-mêmes leurs objectifs et les moyens qu'ils se donnent. Une classe ouvrière autonome, plus consciente, pourrait faire reculer la bourgeoisie, et frayer une issue pour les classes populaires. Et pour jouer un tel rôle, les militants communistes auraient déjà besoin d'introduire plus de démocratie dans leurs propres rangs.

Seulement, les préoccupations, les choix des dirigeants du PC sont tout autres. Marchais et Lajoinie ne proposent aux travailleurs que le vote communiste, présenté comme "le plus anti-Le Pen". Ils ne cherchent pas à réellement gagner et entraîner les couches populaires. Leur préoccupation s'arrête en fait à essayer de disputer à Le Pen son *électorat* populaire. Et la vraie bataille, ils ne la mènent pas, ils ne veulent pas la mener, contrairement à ce que raconte Lajoinie.

Frédéric GESROL

La transparence, toujours pas à l'ordre du jour au PCF

Lors de la conférence nationale du PCF, avant de faire élire Lajoinie comme candidat communiste aux Présidentielles, Marchais a tenu à faire un petit coup de cinéma. Sous prétexte de clarifier la situation, il a fait voter les délégués sur la candidature de Juquin. Juquin lui-même n'avait pas posé sa candidature et était d'ailleurs absent lors de ce vote. Toujours est-il que les quelque 1200 délégués présents ont unanimement voté contre lui.

Marchais voulait peut-être faire ainsi la démonstration publique, devant la presse, que Juquin n'avait aucun soutien dans le Parti, du moins au sein de l'appareil. Mais ce que cette mise en scène a surtout montré, c'est que la conférence nationale avait été bien préparée, les délégués bien filtrés, tout cela dans la bonne tradition stalinienne.

En fait, ce numéro visait peut-être aussi à tester et éprouver les délégués eux-mêmes, en les obligeant à se pronocer par avance contre Juquin, c'est-à-dire en leur fermant toute possibilité ultérieure de dire qu'ils avaient voté Lajoinie uniquement parce que Juquin ne s'était pas encore présenté ! Bref, Marchais leur a un peu forcé la main, en les mouillant tous d'un bloc aux côtés de la direction, et en les renvoyant tels quels devant leurs fédérations...

En tout cas, si ce petit coup de ciment dans l'appareil est assez révélateur du comportement de la direction du PC, il ne prouve strictement rien, ni sur l'absence d'audience de Juquin dans le parti, y compris chez les responsables et les permanents, ni évidemment, sur son audience réelle !

Cela dit, s'il est certain que les critiques sur le manque de démocratie à l'intérieur du parti rencontrent un écho auprès de nombreux militants, beaucoup d'ouvriers communistes, même dans les sections d'entreprises qui passent pour "rénovatrices", ne se reconnaissent pas vraiment eux-mêmes dans Juquin.

F.G.

ARGENTINE

L'amnistie pour les militaires, mais 30 ans de prison pour Firmenich

Eduardo Firmenich, vient d'être condamné le 19 mai dernier, à Buenos Aires, à trente ans de prison. Firmenich était l'un des principaux dirigeants des Montoneros, organisation guérillériste issue du mouvement péroniste de gauche qui s'était développée à la fin des années soixante, parallèlement à d'autres groupes guérilléristes, pour la plupart aussi péronistes. Au début des années 1970, les Montoneros avaient gagné un certain prestige et une influence dans toute une fraction de la jeunesse de la petite bourgeoisie radicalisée mais aussi dans les secteurs populaires, pour leur opposition au régime militaire alors en place et en raison d'un certain nombre d'actions d'éclat, dont la plus retentissante fut sans doute l'enlèvement en 1970 et l'exécution du général Aramburu (général qui avait contribué au renversement de Peron en 1955, président entre 1955 et 1958, et qui avait ordonné l'exécution de 27 péronistes en 1956). Après le retour de Peron en 1973, retour pour lequel ils avaient milité, les Montoneros ne désarmèrent pas, d'autant plus que Peron et surtout, après sa mort en 1974, sa femme Isabel, continuèrent à mener une politique anti-ouvrière, répressive par rapport aux mouvements de grève qui se développèrent alors.

En 1976, la bourgeoisie se décidait au coup d'Etat militaire pour mettre fin au risque d'explosion sociale. La répression s'abattit alors sur l'Argentine, et ce furent au cours des huit ans de dictature qui suivirent, la torture et l'assassinat de milliers de personnes, militants ouvriers, de gauche, tous ceux que le régime appelait "subversifs", et parmi lesquels figuraient bien sûr les militants montoneros.

Aujourd'hui donc, dans l'Argentine soi-disant démocratique d'Alfonsin, la justice vient de condamner le plus lourdement qu'elle pouvait l'un des derniers dirigeants encore en vie des Montoneros. En fait, c'était la prison à perpétuité qui était requise. Mais la justice argentine ayant dû tenir compte de l'accord passé avec le Brésil, pays où était réfugié Firmenich, et qui avait accepté en 1984 l'extradition à condition que la peine qui lui serait infligée ne dépasse pas le maximum prévu par les lois brésiliennes, c'est-à-dire trente ans, le verdict a été formulé *"réclusion à perpétuité — limitée à 30 ans"*...

Firmenich a été officiellement condamné pour avoir été l'un des instigateurs et auteurs de l'enlèvement avec demande de rançon, en septembre 1974, des frères Born, deux industriels millionnaires argentins, enlèvement au cours duquel deux hommes, le chauffeur et un cadre de l'entreprise avaient été tués. La rançon, 60 millions de dollars, avait été payée, et les frères Born libérés.

Mais si Firmenich a été condamné comme un criminel de droit commun, il est clair qu'il s'agit en fait de juger et condamner le dirigeant politique des Montoneros. Et cela au moment même où était déjà décidée l'amnistie pour les militaires responsables de tortures et d'assassinats, à l'heure où ces militaires continuent à se promener tranquillement dans les rues, mais surtout détiennent toujours les postes de commandement de l'armée et où certains sont même promus...

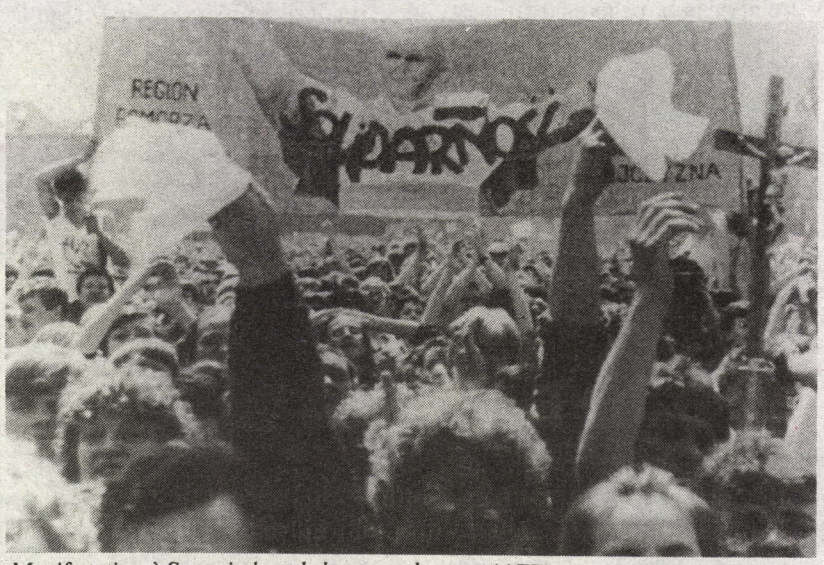
Hélène GRILLET

Militaires à l'œuvre en 1976 : eux sont amnistiés.

POLOGNE

Après la visite du pape

La seconde visite du pape au général Jaruzelski, dictateur en Pologne depuis son coup de force en 1981, s'annonçait calme. Depuis la précédente visite du pape en 1983, le général semblait avoir consolidé son pouvoir; et cette fois, il espérait récupérer entièrement à son profit la visite dans son pays du chef de l'Eglise catholique. Mais contrairement à ce que nous avons écrit la semaine dernière, le pape a été amené à soutenir publiquement le syndicat dissous Solidarité, ainsi que les revendications démocratiques de la population.



Manifestation à Szczecin lors de la venue du pape (AFP).

Lors de son dernier voyage au Chili, le pape s'était effectivement contenté de prêcher la résignation aux pauvres et la soumission aux opprimés; et quand les forces de répression chiliennes avaient, sous ses yeux, lors d'un rassemblement populaire qu'il présidait, matraqué et attaqué aux gaz lacrymogènes une partie de l'assistance, il s'était contenté de fermer les yeux. Mais le pape n'a pas eu, en Pologne, la même attitude devant les manifestations qui ont éclaté à l'occasion de sa visite.

Jeudi 11 juin, à Gdynia, une ville portuaire qui est l'un des berceaux historiques de Solidarité, de nombreuses banderoles signées par ce syndicat officiellement dissous flottaient au-dessus des cinq cent mille personnes venues écouter le pape. Et ce dernier s'est écarté largement du discours remis initialement à la presse. Il a prononcé à cette occasion un éloge clair du syndicat Solidarité, et a rappelé *"les événements des années 1970 et 1980"*, c'est-à-dire les dizaines de morts ouvriers lors des manifestations en 1970, et les grandes grèves en 1980. Le lendemain vendredi, à Gdansk, bastion ouvrier de la Pologne, il y avait encore plus de banderoles signées Solidarité, alors que la hiérarchie catholique polonaise avait depuis le début affirmé qu'elle ne souhaitait pas en voir à l'occasion de la visite du pape. Et le pape, devant douze mille jeunes, a parlé de la force nécessaire pour avoir *"le courage d'exprimer une juste protestation"*, quand une injustice est commise. Ensuite, devant les centaines de milliers de personnes rassemblées, il a apporté un soutien clair à Solidarité, et a rendu hommage aux luttes ouvrières de ces dernières années.

Jean-Paul II a donc choisi de ne pas décevoir la population polonaise des ports de la Baltique, du moins verbalement. Et il a dit aux foules qui l'accueillaient au moins une partie de ce qu'elles espéraient lui entendre dire. Les officiels polonais n'ont pas manqué de faire savoir leur mécontentement devant la tournure qu'avait prise la visite du pape, mais il est probable que Jean-Paul II lui-même n'était pas décidé d'avance à lui donner ce ton. En partie délibérément, en partie porté par l'enthousiasme populaire, peut-être, il s'est fait l'écho des aspirations de ses auditeurs.

Ces manifestations en Pologne à l'occasion de la visite du pape montrent au moins que les travailleurs de ce pays n'ont pas renoncé à leurs espoirs de changements. Peut-être même que les récentes déclarations de Gorbatchev auront en Pologne des conséquences inattendues, incitant la population à réclamer la "démocratisation" que semble prôner à demi-mot le dirigeant du Kremlin. Mais pour l'obtenir, la population polonaise ne doit compter ni sur l'Eglise, ni sur l'Occident. Le pape et les gouvernements occidentaux ne sont certes pas opposés à une occidentalisation de la Pologne. Mais la "démocratisation" de la Pologne, c'est encore autre chose. La classe ouvrière de ce pays a des traditions de lutte, et une démocratisation de la Pologne ferait inévitablement surgir des revendications sociales, ferait apparaître le prolétariat sur la scène politique, et risquerait de mettre en danger le pouvoir d'Etat qui ne tient en place dans un pays pauvre qu'en écrasant les travailleurs. Et le camp occidental ne prendra jamais le risque de soutenir des travailleurs qui s'organiseraient de façon indépendante, c'est-à-dire de la seule manière qui leur permettrait de gagner vraiment, même sur des revendications démocratiques. Sur ce point-là, il y a un consensus des deux côtés du "rideau de fer" entre le pape, les banques occidentales, Reagan... Jaruzelski et Gorbatchev!

Alors concrètement, comment arriver à une démocratisation de la Pologne? Comme il se doit, Jean-Paul II a répondu en pape, c'est-à-dire en prêchant la force morale et le courage de protester, tout en interdisant la violence! Car pour le pape, l'espoir démocratique repose sur l'intervention du Saint-Esprit.

Mais la classe ouvrière polonaise, elle, a payé assez cher pour sans doute ne plus croire au miracle! Et il n'est pas dit que toutes les bonnes âmes qui en Occident prient pour le salut de la Pologne soient au bout de leurs surprises...

André LAURIOT

ITALIE

La baisse électorale du Parti Communiste

Le fait le plus notable des élections à la Chambre des députés et au Sénat italiens des 14 et 15 juin est le recul du Parti Communiste. Par rapport aux dernières élections législatives, celles de 1983, le PCI enregistre une perte de 3,3% des voix, qui le fait passer de 29,9% des suffrages à 26,6% pour les élections à la Chambre des députés.

Par contre, globalement, les cinq partis de la coalition gouvernementale sortante enregistrent un progrès électoral. Mais parmi eux, c'est essentiellement le Parti Socialiste de Bettino Craxi qui est renforcé, passant de 11,4 à 14,3% des voix, soit un gain de 2,9%. La Démocratie Chrétienne, avec 34,3% des voix contre 32,9% en 1983, enregistre aussi un léger gain de 1,4%, tandis que les trois autres partis de la coalition, les petits partis républicain, libéral et social-démocrate, reculent légèrement. Le parti d'extrême-droite, le M.S.I., quant à lui, perd des voix, passant de 6,8 à 5,9% des suffrages.

C'est donc un succès politique pour le PS et son principal dirigeant, Bettino Craxi, qui vient de se maintenir pendant près de quatre ans à la tête du gouvernement. Il pouvait présenter à son actif ces quatre ans de quasi-stabilité gouvernementale, fait rare en Italie, et des succès dans sa politique anti-ouvrière. C'est Craxi qui, entre autres, a réussi à faire passer par décret en 1984 la remise en cause de l'échelle mobile des salaires, en passant par-dessus l'opposition, purement parlementaire il est vrai, du Parti Communiste.

Celui-ci semble payer, aujourd'hui, son incapacité à s'opposer aux attaques de Craxi. Le Parti Communiste perd des voix, et de façon notable, dans les grandes villes du Nord, notamment dans les quartiers ouvriers, dans ses traditionnelles places fortes. A Gênes, il passe de 38,5% des voix à 34,5%, à Milan de 27 à 22,9%, à Turin de 34,3 à 29%, à Bologne de 45,1 à 41%, à Florence de 40 à 36,2%. Il perd jusqu'à 6% des voix à Sesto San Giovanni, banlieue ouvrière "rouge" de Milan. Tout cela, essentiellement, au profit du Parti Socialiste.

Le PC avait mené une campagne électorale visant avant tout à "ratisser large", et bien au-delà des quartiers ouvriers et de leurs problèmes. Cette campagne se voulait plus "verte" que celle des "Verts" (qui, pour la première fois qu'ils se présentaient à des élections politiques générales, recueillent 2,5% des voix, guère plus toutefois qu'aux élections régionales de 1985). Elle s'est voulue aussi féministe à tous crins (*"Pour la démocratie et les femmes, votez PCI"*), tout cela dans le but de donner du parti l'image d'une organisation prenant en compte tous les problèmes de toutes les couches sociales, et pas seulement ceux de la classe ouvrière. C'est en somme, un peu la campagne qu'ici en France un Juquin voudrait voir mener au Parti Communiste. Dans le même esprit, bien des militants avaient dû céder la place, sur les listes du PCI, à des catholiques, des indépendants venus de tous horizons, des anciens ministres socialistes en rupture de ban, des hommes du spectacle et même quelques grands financiers comme un certain Guido Rossi, notoirement connu comme milliardaire.

En Italie comme en France, la force des travailleurs n'est pas dans les urnes mais dans la rue.

C'était un visage "nouveau", plus présentable peut-être pour les couches petites-bourgeoises auxquelles le PCI cherche à plaire, mais certainement pas pour les travailleurs. A vouloir se montrer aussi modéré et réformiste que possible, le PC a favorisé son rival encore plus modéré et réformiste que lui, le PS, qui a sur lui l'avantage de pouvoir se prétendre plus efficace, car il participe, lui, au gouvernement. Et, tandis qu'une partie de son électorat petit-bourgeois préférait voter socialiste ou "vert", il est probable qu'une partie des électeurs ouvriers du PC se sont abstenus, ou pour certains ont voté pour Democrazia Proletaria, petite formation qui se place à la gauche du PC et qui est passée de 1,5 à 1,7% des voix.

Aujourd'hui, Craxi et le Parti Socialiste peuvent se vanter d'avoir ramené le PC italien à ses scores électoraux de 1963, avant sa grande montée des années soixante-dix. La Bourse et la Confindustria - l'équivalent italien du CNPF - peuvent se montrer satisfaites et escompter de nouvelles années de stabilité gouvernementale et d'attaques réussies contre la classe ouvrière. Mais c'est seulement parce que, justement, le PC a tout fait pour déplacer l'attention des travailleurs sur le seul terrain électoral. Lorsqu'il s'est agi d'utiliser vraiment leur force sur le terrain des grèves, des manifestations, de la lutte, contre les attaques gouvernementales, les travailleurs italiens ont trouvé face à eux le PC et la centrale syndicale qui lui est liée, la CGIL. On l'a vu lors de l'affaire de l'échelle mobile des salaires, mais on l'a vu aussi plus récemment dans le mouvement des enseignants, ou lors de la signature par les syndicats, à l'Alfa Roméo, d'un contrat collectif prévoyant une aggravation des conditions de travail et des mises en chômage partiel.

Alors, la défaite électorale du PC est une chose ; la force des travailleurs se trouve ailleurs. Et, s'ils savent s'en servir, Craxi, le PSI et la Démocratie Chrétienne ne se réjouiront pas longtemps de leur succès électoral.

Lucienne PLAIN

Les résultats électoraux

(élection de la Chambre des députés)

Parti	1987	1983
Démocratie Chrétienne	34,3%	32,9%
Parti Communiste	26,6%	29,9%
Parti Socialiste	14,3%	11,4%
Mouvement Social Italien (néo-fascistes)	5,9%	6,8%
Parti Républicain	3,7%	5,1%
Parti Social Démocrate	3 %	4,1%
Parti Libéral	2,1%	2,9%
Radicaux	2,6%	2,2%
Democrazia Proletaria	1,7%	1,5%
Verts	2,5%	-
Autres	3,3%	3,2%

Les élections ayant lieu à la proportionnelle quasi intégrale, ces rapports de force se retrouvent pratiquement tels quels au sein de la Chambre des députés.

La crise gouvernementale et les atouts de Craxi

Les élections qui viennent de se dérouler en Italie étaient anticipées. Les Chambres avaient été dissoutes il y a deux mois suite à la crise survenue au sein du "Pentapartito", la coalition gouvernementale sortante du Parti Socialiste, de la Démocratie Chrétienne et de trois petits partis - les partis libéral, social-démocrate et républicain.

La raison de la crise était le conflit entre le Parti Socialiste et la Démocratie Chrétienne, pour savoir à qui reviendrait la présidence du gouvernement. En effet, depuis 1983, c'était le socialiste Craxi qui avait la charge de Premier ministre, alors que son parti ne recueillait que 11% des voix et la Démocratie Chrétienne près de 33%. La Démocratie Chrétienne entendait revenir sur cette concession qu'elle n'avait considérée que comme provisoire, tandis que le Parti Socialiste entendait tout faire pour garder le poste de Premier ministre.

Le moins qu'on puisse dire est que le conflit n'est pas résolu par ces élections puisque, si le PS en sort renforcé, c'est vrai aussi dans une moindre mesure de la Démocratie Chrétienne, et l'on va sans doute voir l'un et l'autre prétendre de plus belle à la présidence du gouvernement. Mais de toute façon, le plus probable est que l'on voie de nouveau, d'ici quelque temps, une coalition PS-Démocratie Chrétienne-plus quelques partis mineurs-gouverner l'Italie. Pour une simple raison : tant qu'il n'est pas question, pour la bourgeoisie italienne, d'accepter une participation gouvernementale du PC - et il en est moins question que jamais après le recul de celui-ci -, il n'y a pas, sur le plan parlementaire, d'autre solution qu'une telle coalition. C'est pourquoi, même si le PS a entre deux et trois fois moins de voix - et de sièges de députés - que la Démocratie Chrétienne, le fait que son appoint soit indispensable lui permet de faire monter les enchères et d'exiger des postes au-delà de ce à quoi son influence lui permettrait de prétendre.

Aujourd'hui, le Parti Socialiste de Craxi n'a pas seulement d'ailleurs comme bagage ce traditionnel petit chantage parlementaire. Il peut aussi brandir un succès politique. Après quatre ans à la présidence du gouvernement, Craxi semble avoir démontré que, en mettant un socialiste au poste de Premier ministre, on peut aussi contribuer à réduire le poids électoral du Parti Communiste ; un peu, toutes proportions gardées, comme un Mitterrand à la présidence de la République française a pu réduire le poids électoral du PC français. Et, même s'il prend peut-être ses désirs pour des réalités, car la chute du PC italien est loin d'atteindre les proportions de celle du PC français, Craxi ne manquera pas de s'en prévaloir.

En tout cas, au sein de la bourgeoisie italienne, beaucoup seraient sans doute prêts à voir Craxi continuer l'expérience. Quelle que soit la platitude du PC italien à son égard, la bourgeoisie préférait ne plus avoir à compter, dans ses calculs politiques, avec ce Parti Communiste qui continue d'avoir plus du quart des suffrages de l'électorat - et des sièges de députés. Et le fait que Craxi apparaisse comme le dompteur du PC n'est pas un mince argument pour le laisser Premier ministre.

André FRYS

IL Y A 50 ANS

12 juin 1937

Staline décapitait l'Armée rouge

Le 12 juin 1937, la *Pravda* annonçait que les principaux dirigeants de l'Armée rouge, le maréchal Toukhatchevski, les généraux Gamalrik, Iakir, Ouborévitch, Poutna, Feldman, Kork, Eideman et Primakov avaient été arrêtés, jugés et exécutés pour avoir *"systématiquement fourni des renseignements"* à un Etat étranger, *"préparé la défaite de l'Armée rouge en cas d'attaque militaire contre l'URSS"* et comploté pour renverser Staline.

La nouvelle éclata comme une bombe : tous les accusés étaient de ces officiers, souvent sortis du rang, que la révolution avait gagnés à elle, qui avaient créé l'Armée rouge et l'avaient menée à la victoire contre les troupes blanches et étrangères. Toukhatchevski était devenu le chef de l'Armée rouge, Gamalrik et Ouborévitch appartenaient au Comité central du Parti Communiste et ces généraux se trouvaient, récemment encore, encensés comme des héros de la Guerre civile.

Tous avaient effectivement débuté sous Trotsky, du temps où celui-ci était le commissaire du Peuple à la Guerre du jeune Etat ouvrier. Mais au cours des

Toukhatchevski en 1936

années vingt, devant la montée de la bureaucratie au sein de l'appareil d'Etat et la gangrène du parti, aucun de ceux qui faisaient figure de "généraux de la révolution" n'avait rejoint les rangs de l'Opposition de Gauche, de ces bolchéviks qui luttaient de toute leur énergie contre la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique. Gamalrik avait été tenté de le faire, mais il s'était rallié à Staline dès 1925 et celui-ci l'avait même promu, depuis dix ans, responsable politique de l'armée et de la flotte.

Tant que la répression s'abattait sur les seuls trotskystes avérés, ils avaient cru, comme bien d'autres anciens dirigeants d'Octobre, qu'ils pourraient s'abstenir de choisir entre le camp de Staline et celui de Trotsky, entre les tenants de la bureaucratie et ceux de la révolution. Leur auréole de généraux rouges, leur rôle dans la défense du pays, croyaient-ils peut-être, les mettaient à l'abri. Piliers du régime, ils estimaient leur position personnelle inébranlable, à tel point qu'un Toukhatchevski aurait cru pouvoir manifester son opposition à certaines condamnations des procès de Moscou qui venaient de débuter.

Mais précisément, parce qu'ils avaient refusé de choisir dans la bataille qui se livrait, ils avaient fait le pire des choix : celui qui, de renoncement en renoncement, laissant les mains libres à Staline et à sa police politique, le Guépéou, ne pouvait que renforcer les organes d'une dictature qui allait les broyer à leur tour. Et tous ceux qui, à cette époque, firent un tel "choix" connurent le même sort : celui d'une défaite sans gloire parce qu'acceptée sans combat.

Cette purge sanglante des sommets de l'Armée rouge survenait en effet en pleins procès de Moscou : le premier avait eu lieu en août 1936 et un second venait de s'ouvrir, un troisième suivrait. Ils allaient aboutir à la liquidation systématique de tous les anciens dirigeants de la révolution d'Octobre — Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Radek, etc., de tous ces "vieux bolchéviks" qui avaient reculé, puis capitulé devant le stalinisme mais dont la personnalité et le passé de révolutionnaires faisaient, malgré tout, des hommes à abattre. L'accusation d'être tout à la fois des "trotskystes" et des "agents de la Gestapo" ne s'embarrassait pas de véracité : était "trotskyste" toute opposition à Staline — qu'elle soit réelle, potentielle ou inventée de toutes pièces par le Guépéou —, toute victime des purges auxquelles Staline procédait à un rythme de plus en plus rapide au sein, désormais, de la bureaucratie elle-même.

Dans un article du 17 juin 1937 intitulé *La décapitation de l'Armée rouge,* Trotsky écrivait : *"La "vieille garde"* (bolchévique), *au nom de laquelle s'ouvrit en 1923 la lutte contre le "trotskysme", était politiquement liquidée depuis longtemps. Son extermination physique s'achève aujourd'hui (...). Le mauser du Guépéou est désormais braqué sur la génération suivante qui commença sa carrière pendant la Guerre civile (...) L'épuration des hommes de 40 ans, c'est-à-dire de la génération qui aida Staline à se débarrasser de la vieille garde, est maintenant systématiquement menée(...).*

Mais les choses les plus déconcertantes se passent dans l'armée, à commencer par le haut commandement. Après avoir décapité le parti et l'appareil soviétique, Staline décapite l'armée".

Constatant que *"Gamalrik, comme Toukhatchevski, appartient à la caste dirigeante jusqu'à la moelle de ses os"*, Trostky se demande : *"Pourquoi ces deux chefs de l'armée sont-ils tombés sous les coups de la répression ?"* et envisage le fait que *"Toukhatchevski, formateur des cadres de l'armée et futur généralissime* — car il le serait devenu dans la guerre qui approchait — *devait tenir aux chefs militaires qu'il savait doués (et) que le Guépéou sacrifiait à ses amalgames"* contre les "trotskystes". Une autre hypothèse est que Toukhatchevski et ces chefs militaires prestigieux, sans avoir de politique différente de Staline, *"pouvaient avoir leur propre programme de défense du pays. N'oublions pas qu'après l'avènement de Hitler, Staline fait tout son possible pour conserver avec l'Allemagne des relations amicales"*, politique qui, pas plus que la recherche d'une alliance avec la France, ne devait probablement convaincre des hommes chargés de la défense militaire de l'URSS.

Face à la menace hitlérienne, *"le haut commandement a ainsi été décapité avec une adresse qui touche à la perfection !"*. Mais, ce qui, d'un point de vue militaire, apparaît comme suicidaire, obéit à une logique implacable : *"Les intérêts de la défense du pays ont été sacrifiés à la conservation de la caste dirigeante"*. Car Staline *"a peur de l'armée. Il a peur de sa propre bureaucratie. Et il n'a pas tort. (...). Staline en est réduit à renouveler de plus en plus souvent les instruments de sa domination. Et il redoute que ces instruments renouvelés ne se donnent un nouveau chef.*

Ce danger est surtout considérable dans l'armée. Quand la bureaucratie échappe au contrôle du peuple, la caste militaire cherche inévitablement à se soustraire au contrôle de la bureaucratie civile. Le bonapartisme tend à la dictature du sabre".

Alors, Staline se devait de procéder à ce que Trotsky appelle un *"massacre préventif"*. Le "mauser du Guépéou" avait eu raison du "sabre" de la hiérarchie militaire, mais, en désorganisant l'Armée rouge, il avait aussi rendu un service insigne au "sabre nazi". La débâcle politique et militaire de la bureaucratie lors de l'invasion des troupes allemandes en apporta la preuve, en juillet 1941. Et ce qui allait être alors déterminant dans la lutte contre l'invasion, comme l'écrivait Trotsky dès août 1937 dans *Les défaitistes totalitaires,* ce serait moins les généraux rescapés du massacre de Toukhatchevski et de ses compagnons que *"le "facteur humain", c'est-à-dire les hommes vivants, le soldat rouge, l'ouvrier et le paysan"*.

P.L.

UNIVERSITÉS CHINOISES

Après le printemps en hiver, l'hiver au printemps

En décembre dernier, à Shanghaï, à Pékin, à Changsha, les étudiants chinois manifestaient dans les rues pour réclamer plus de démocratie et de liberté.

Conséquence de ces manifestations, le 16 janvier, le secrétaire général du Parti Communiste Chinois, Hu Yaobang, supposé incarner le libéralisme et l'ouverture sur l'Occident, était limogé.

Les étudiants chinois avaient peut-être servi de masse de manœuvre aux obscures luttes d'influence qui se déroulent au sommet de l'appareil d'Etat chinois. Mais le pouvoir est manifestement bien décidé à remettre les étudiants dans le rang et à leur faire passer toute velléité de contestation.

Le ministre de l'Education a invité les enseignants à se préoccuper aussi de l'*"intégrité politique"* de leurs étudiants... *Le Monde* du 16 juin rapporte la manière dont se fait cette reprise en main dans l'université de Changsha, la capitale du Hunan. *"La lutte contre le libéralisme bourgeois fait désormais partie du programme d'études. Les cours politiques doivent promouvoir l'idée que la Chine se développe bien"*, explique un président d'université. Ces "cours politiques" ont lieu deux à trois fois par semaine, plus le week-end. Pour faire bonne mesure, le "travail manuel" a été rétabli dans les universités, dénomination qui recouvre l'envoi massif d'étudiants pour travailler dans les campagnes. A tout hasard, un poste de garde est en construction devant le dortoir des étudiants...

Enfin, pour que les étudiants n'aient que de saines lectures, une œuvre aussi perverse que *l'Amant de Lady Chatterley* a été interdite, tandis que les œuvres d'Alexandre Dumas sont accusées de corrompre la jeunesse.

Sélection renforcée à l'entrée de l'université, travail forcé, miradors de surveillance, censure tatillonne : la dictature chinoise prétend bâillonner la jeunesse. Et elle y arrivera... jusqu'à la pro-

Manifestation d'étudiants cet hiver

chaine révolte de la jeunesse, dont le pouvoir est consciencieusement en train de jeter les bases !

J.J. F.

Racket sur les transports

La région parisienne est celle où la circulation est la plus intense du pays. Sur certaines voies, la fréquentation serait même la plus élevée d'Europe. Chaque année, soixante millions d'heures sont ainsi perdues dans les embouteillages.

Les représentants des pouvoirs publics ont fini, eux aussi, par s'apercevoir que la région Ile-de-France était menacée d'asphyxie. A différents échelons, les voilà partis en campagne sur la question des transports. Pour résoudre les problèmes des usagers, en utilisant correctement les deniers publics ? Pas du tout. Pour trouver de nouvelles sources de financement au profit de quelques grosses entreprises, comme par exemple les constructeurs routiers, en faisant, une fois de plus, les poches des usagers.

J.F.

(AFP)

Autoroute à péage pour accélérer la circulation... de la monnaie.

Des embouteillages à Paris ? Chirac crée une commission

À Paris même, les élus locaux ont surtout choisi de faire semblant d'agir : Tibéri, député du 5e arrondissement et premier adjoint de Chirac à la municipalité, a bravement mis en place un comité municipal d'études sur les problèmes de circulation et de stationnement dans la capitale.

Pour que cette commission n'aille pas commettre quelque bavure, Chirac a tenu à souligner qu'elle devait éviter les *"mesures maladroites"*, comme nier aux automobilistes parisiens le droit de disposer de leur véhicule ou faire croire qu'il existe "une" solution. Avant tout, donc, éviter les vagues avant les élections présidentielles...

Message bien reçu : les membres de la commission ont décidé... de se réunir, en septembre, pour faire le point sur leurs "études".

Les automobilistes parisiens ont encore quelques belles heures d'embouteillage devant eux.

Faire payer l'usager sans qu'il se fâche

Alors, l'automobiliste mécontent pourrait peut-être se dire qu'il n'a qu'à laisser sa voiture à la maison et se servir des transports en commun. Mais on l'attend ici au tournant. La Chambre de commerce et d'industrie de Paris vient de suggérer, dans un rapport, le point de vue que le patronat souhaite voir adopter par les pouvoirs publics : ici aussi, il est question de *"promouvoir l'esprit de concurrence et de rentabilité, notamment pour les réseaux d'autobus"*. Le monopole de la RATP devrait ainsi laisser la place à des compagnies privées de bus. Une telle politique, qui est déjà plus ou moins celle de la RATP, conduit, on l'a vu, à des suppressions de lignes estimées "non rentables".

Pour ces gens-là, la notion de "service public" peut servir à la rigueur de prétexte à attaquer le droit de grève, comme le fait ce rapport. Gouvernement et patronat sont moins pointilleux sur la notion de "service public" quand il s'agit d'augmenter le prix des transports en commun.

Le patronat souhaite, en effet, que soit supprimé le remboursement de la carte orange à 50% par le patronat, et voir *"augmenter progressivement la contribution du client voyageur jusqu'à 50% du coût réel"*. Si le gouvernement arrivait à imposer cette politique de "vérité des prix", la note serait si salée que les auteurs du rapport notent, à ce sujet, qu'il faut y aller en douceur, car *"une augmentation brutale serait politiquement insupportable"*.

C'est là un demi-aveu. Ces messieurs craignent par-dessus tout la réaction des usagers, ils craignent que les travailleurs, en auto, en métro, en train ou en bus, viennent troubler la fête de ce véritable plan de racket des transports parisiens. A bon entendeur !

Nouvelles rocades autoroutes... à péage !

Les élus du Conseil régional de l'Ile-de-France, eux, ont pris des décisions. A la question *"Faut-il, pour construire de nouvelles voies rapides autour de Paris, faire payer les contribuables ou bien les usagers ?"*, les 89 voix des élus RPR, UDF et apparentés viennent de s'associer aux 23 du Front National pour répondre en choeur : les deux, ou plus exactement, les mêmes !

Dans cinq ans, seront ainsi ouvertes l'autoroute A 14 de La Défense à Orgeval qui devrait supprimer - si les experts n'ont pas calculé trop juste - le bouchon de la Porte de Saint-Cloud, et par la suite l'A 86, doublure du périphérique, ainsi que la "Francilienne", rocade interdépartementale à 25 km environ du périphérique. Mais ces autoroutes et ces rocades seront à péage. Fourcade, porte-parole du Conseil régional, est très fier de cette "idée originale" - le péage ! - qui doit permettre aux constructeurs routiers de gagner de l'argent d'ici cinq ans, au lieu d'attendre dix ans !

En fait d'originalité, devoir payer pour entrer et sortir des villes, ça ressemble plutôt à un retour au Moyen Âge...

Cela n'empêchera pas, par ailleurs, les contribuables de payer des impôts, dont une part servira peut-être même à aider les constructeurs routiers en mal de liquidités. Au titre du "plan routier", ou pour le RER qui conduira à Disneyland, le gouvernement a d'ores et déjà débloqué 13 milliards, puisés dans les fonds publics.

Pour la galerie, les élus socialistes se sont opposés à cette décision de l'autoroute à péage, d'autant mieux que leurs voix ne risquaient pas de manquer ! Car sur le fond, ils sont d'accord avec la droite. Ministre des Transports en 1985, Quilès s'était déclaré, lui aussi, partisan d'*"un nouveau système de financement faisant concourir l'utilisation du péage"*. Il considérait même l'A 14 comme un *"exemple démonstratif"* de l'*"agitation stérile contre les péages"*...

Les Chaumet de la Place Vendôme et les chômeurs sans place

Deux milliards, trois milliards de francs ? Au fil des semaines, le trou dans la caisse des joailliers de grand luxe Chaumet s'agrandit. Les diamants ont beau coûter cher, ça fait quand même un joli petit tas de carats.

D'habitude, les milliards perdus, cela fait hurler les bourgeois. Surtout évidemment quand ça sort de leur poche. Or là, curieusement, rien ou presque. Les deux frères joailliers, qui avaient pour clients non seulement le président dictateur du Zaïre et le roi du Maroc Hassan II mais aussi des bourgeois bien français comme Chalandon l'actuel ministre de la Justice, ont croqué leurs pierres. Mais on s'est contenté de leur passer les bracelets et de mettre les joailliers en geôle.

C'est que, comme la presse l'a relevé, les diamants sont très souvent achetés avec de l'argent noir, provenant de revenus n'ayant pas payé d'impôts, c'est-à-dire des capitaux non déclarés. Et que dans l'autre sens, beaucoup de ceux qui apportaient leurs joyaux de famille à vendre souhaitaient exporter des capitaux clandestinement. La pierre déposée à Paris était ensuite censée être payée dans la boutique de Genève ou d'ailleurs...

Alors, on comprend que tous ces gens se fassent discrets et que les seuls à avoir porté plainte contre les frères Chaumet soient des banques et des marchands de pierres dont les factures n'ont pas été réglées. Les autres, les bourgeois richards qui avaient peur du fisc et de la douane, ne se montrent pas. Ils ont perdu leurs pierres mais ne veulent pas en plus avoir à payer des amendes.

Ils espèrent sans doute que leurs noms ne figurent pas sur les registres, ou du moins pas leurs opérations. Dans ce milieu, on se fait, paraît-il, confiance et on travaille sans papiers...

Seulement on se dit que les Chaumet sont peut-être les seuls à avoir fait faillite mais que les confrères joailliers de la place Vendôme, qui font les étonnés et s'inquiètent de savoir s'ils ne vont pas être éclaboussés, devaient bien eux aussi rendre les mêmes menus services à leurs clients.

Alors, en bonne logique on ne devrait pas saisir seulement les frères Chaumet qui ont la caisse vide mais aussi la caisse pleine de leurs confrères de la place Vendôme.

Cet argent-là ne sert pas à moderniser l'industrie comme disent les patrons quand ils veulent inciter les ouvriers à faire des sacrifices. Il n'est pas investi dans des entreprises performantes mais chez des bijoutiers ringards qui ont l'air sortis de la naphtaline.

Oui, il y aurait du nettoyage à faire place Vendôme. Et pas seulement chez les bijoutiers. Car c'est un drôle de coin que les habitants des quartiers populaires n'ont pas l'habitude de fréquenter. Il y a pourtant dans ce quartier de richards un beau raccourci de cette société de parasites : des sièges de banques américaines et allemandes, de compagnies d'assurances françaises, des palaces. Des vitrines avec des pull-overs à 7000 F pièce. Et, en prime, le ministère... de la Justice.

Le jour où les chômeurs perdront patience à faire le pied de grue en attendant que les bourgeois veuillent bien investir dans autre chose que du diamant, ils pourront aussi aller faire un tour place Vendôme.

Pierre VERNANT

IL Y A 80 ANS

21 juin 1907

Les soldats du 17e mettaient crosse en l'air...

Dans la nuit du 20 au 21 juin 1907, plusieurs centaines de soldats du 17e régiment de ligne se mutinent et marchent sur Béziers. Ils craignent qu'on leur ordonne de tirer sur la foule, sur les leurs, leurs parents vignerons.

Cet événement : 500 soldats, drapeau rouge en tête, marchant au son de "l'Internationale", entourés de plusieurs centaines de civils, a frappé fortement les consciences ; des photos, des illustrations, des articles et même une chanson ("Gloire au 17e" de Montéhus) ont fait passer à la postérité ce qui a été l'apogée d'un grand mouvement de révolte entraînant des milliers et des milliers d'ouvriers agricoles, de petits vignerons et de petites gens.

Depuis des années déjà, les petits propriétaires viticoles du Midi vivaient mal ; les maladies de la vigne, la concurrence des autres régions, la fraude avaient entraîné un mécontentement grandissant qui, au printemps 1907, ne demandait qu'à éclater. Les premières manifestations ont eu lieu fin mars : 600 personnes se rassemblent dans une petite commune de l'Aude. Le 21 avril elles sont plus de 10 000. Qui sont ces personnes? : *"Nous sommes ceux qui travaillent et qui n'ont pas le sou (...) nous sommes des miséreux (...) Nous sommes ceux qui ne veulent pas crever de faim."*

A l'issue du meeting, 19 communes ont décidé de se fédérer. Un "Comité d'initiative" s'est créé à Argelliers, petite commune de l'Aude. Ce comité, avec Marcelin Albert à sa tête, devint la direction du mouvement, c'est lui qui dès ce moment décida des manifestations suivantes, c'est lui qui fit paraître le journal *Le Tocsin*.

Au fur et à mesure que les régions avoisinantes prirent connaissance du mouvement, celui-ci grossit. De Narbonne à Béziers, de Nîmes à Montpellier, les problèmes étaient les mêmes dans cette France du début du siècle encore largement paysanne. Et dans ces régions, les petits paysans étaient particulièrement nombreux, leurs conditions de vie étaient très proches de celles des ouvriers agricoles qu'ils entraînèrent largement dans leur lutte.

Par ailleurs, bon nombre des activités des villes dépendaient du commerce, du transport ou de la fabrication du vin. Les grands propriétaires et négociants eux-mêmes souffraient de la concurrence des Bordelais ou des Bourguignons. Tout cela explique le caractère d'unanimité qui marqua le mouvement.

A Narbonne, 60 000 personnes se rassemblent le 5 mai ; une semaine après, à Béziers, 150 000 personnes acclament l'ultimatum adressé au gouvernement : si celui-ci n'a pas pris de mesure avant le 10 juin, la grève de l'impôt sera proclamée.

Dès lors, la tension va monter : 170 000 à Perpignan, 250 000 à Carcassonne et encore plus à Nîmes et enfin, le 9 juin, de 600 à 800 000 personnes se rassemblent à Montpellier. On pouvait lire sur les innombrables pancartes : *"DU PAIN OU DU PLOMB"*, *"A PARIS, LE 10 JUIN, SATISFACTION OU REVOLUTION"*, *"PAS DE REVENUS, PAS D'IMPÔTS"* ou encore *"n'aben pas pus lé sol, mais n'aben pas brulat la darniero cartoucho"* (nous n'avons plus le sou, mais nous n'avons pas brûlé la dernière cartouche).

Le gouvernement, dirigé alors par Clémenceau, refusa de céder. Le comité d'Argelliers lança le mot d'ordre de grève des impôts et de démission des municipalités ; le 14 juin il y eut 442 municipalités démissionnaires!

La réponse du gouvernement fut la répression. Régiments et renforts de gendarmerie convergèrent vers le Midi. Le 19 juin, à l'aube, Ferroul (le maire socialiste de Narbonne) et plusieurs membres du Comité d'Argelliers furent arrêtés et dans la soirée eurent lieu les premiers heurts entre les forces de répression et la population exaspérée. Le 20 juin, l'armée fit 5 morts et des dizaines de blessés à Narbonne.

C'est à ce moment qu'intervint la mutinerie du 17e.

Les autorités feignirent alors de vouloir l'apaisement, pour obtenir la fin de la mutinerie.

Le 29 juin et le 17 juillet, des lois furent votées au Parlement qui donnaient partiellement satisfaction aux viticulteurs et, petit à petit, le mouvement prit fin.

Mais pour les soldats, en fait d'indulgence, 550 hommes furent expédiés dès le 25 juin dans le sud tunisien dans des conditions déplorables et, même lors de la Première Guerre mondiale, la hiérarchie militaire n'avait pas oublié. Le premier bataillon fut engagé sans aucune préparation d'artillerie ; sur 300 hommes envoyés à l'assaut d'une position imprenable, il en revint 7!

Les possédants et leurs hommes de main faisaient payer aux soldats leur grande trouille de l'été 1907 quand les *"braves soldats du 17e, les braves pioupiou,"* avaient refusé *"de tuer père et mère pour les grands qui sont au pouvoir"*.

André CASTILLE

DIMANCHE 21 JUIN DE 12 H A 20 H
Domaine de Clairgon - ARGELLIERS
FÊTE CHAMPÊTRE DE LUTTE OUVRIÈRE
12 h - 14 h : Grand Couscous fraternel
15 h 30 : Allocution politique
15 h 45 : Jackie Caban chante ses chansons et Piaf
18 h - 20 h : Bal
Forums, vidéos, expositions
Des jeux et de la détente...

MITTERRAND AU SALON DU BOURGET

Subventionnons français

"Le Rafale existe, il existera sur le plan militaire. C'est un avion dont nous avons le plus grand besoin" : c'est ainsi que Mitterrand a commenté les évolutions du Rafale qui lui a été présenté dans le ciel du salon du Bourget.

Il faut dire que la petite nouveauté de Dassault n'a pas l'heur de plaire aux militaires français, du moins à l'état-major de la marine qui lui préférerait le F 18 américain : il paraît que les actuels Crusader de la marine doivent être abandonnés en 1993, et la version embarcable sur porte-avions du Rafale ne sera prête qu'en 2005.

Mais, si la cuirasse patriotique des amiraux français présente des failles, les trusts français peuvent compter sur Mitterrand : *"C'est un impératif : nous devons d'abord servir notre industrie et notre aviation nationales"*, a précisé ce dernier, rappelant à tout un chacun que le principal, dans l'équipement de l'armée française aujourd'hui, est de permettre à l'Etat français de servir des profits aux industriels...

De quoi mettre du baume au cœur des Dassault et des Thomson : les ventes d'armes aux pays pauvres, leur grande spécialité, allant en diminuant, ils avaient grand besoin que quelqu'un leur assure que les centaines de milliards que les députés ont, à la quasi-unanimité, alloués à l'armée, c'était bien pour leur poche!

J.J.F

La CGT de Dassault à la rescousse du "Rafale"

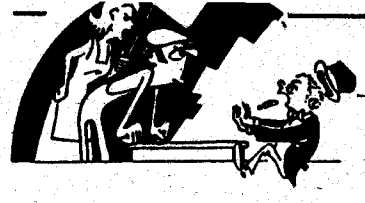
Depuis plusieurs mois, chez Dassault, la maîtrise mais aussi les syndicats, tant la CFDT que la CGT, font courir les bruits les plus alarmistes quant à l'avenir de la société : les carnets de commandes seraient au plus bas; "Nous n'avons que trois ans d'activité devant nous", répète dans ses tracts la CGT, et plus tragique encore, l'UGICT écrit dans son dernier tract de juin 1987 : *"L'avenir de la Société Dassault est sur le fil du couteau"!*

C'est dans cette atmosphère que la direction a pu, elle, annoncer sereinement 930 suppressions d'emploi et 0% d'augmentation des salaires pour 1987 et 1988, en janvier dernier. Aussi n'est-il pas étonnant qu'après avoir entretenu ce climat d'inquiétude, la CGT n'ait réussi à entraîner qu'une minorité de travailleurs dans des manifestations de protestation sur les salaires. Quant aux suppressions d'emploi, elles ont été acceptées comme une fatalité et l'annonce qu'il pourrait y en avoir d'autres.

Plus qu'à la défense de leurs propres intérêts, les travailleurs ont été conviés, depuis le lancement du prototype Rafale, il y a deux ans, à la défense du Rafale. Par exemple, quand une délégation, plus qu'une manifestation d'ailleurs, avait été organisée devant le ministère de la Marine par la CGT, ce fut pour réclamer la construction du Rafale. Dernièrement, pour la préparation du salon du Bourget, maîtrise et syndicats ont fait de la surenchère pour proposer aux travailleurs de chez Dassault d'acheter et de porter, à l'effigie du Rafale, des broches, des badges auto-collants, des tee-shirts et même des hauts de survêtements ! Cependant, malgré la grande braderie, le Rafale s'affiche mal chez les travailleurs de Dassault.

Enfin pour le 17 juin, la CGT appelait les travailleurs de chez Dassault à manifester aux portes du salon du Bourget pour la construction du Rafale en "coopération franco-française". Mais Serge Dassault a-t-il besoin des travailleurs pour défendre ses intérêts auprès de l'Etat français? Le lendemain même de l'inauguration du salon du Bourget, Mitterrand déclarait : *"Le Rafale existe, il existera sur le plan militaire..."* et encore : *"C'est un impératif, nous devons d'abord servir notre industrie et notre aviation nationales"*. Voilà de quoi rassurer tous les fans du Rafale franco-français. L'Etat n'a-t-il jamais servi à autre chose qu'à protéger les intérêts des Dassault et autres familles? Alors, Dassault prend soin de s'occuper de ses affaires. Mais les travailleurs ont d'autres chats à fouetter et, en premier lieu, défendre leur salaire.

Correspondant L.O.



CONTRÔLEURS DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Le mouvement continue

Depuis environ deux mois, les contrôleurs aériens débrayent une heure par jour, en début de matinée, à tour de rôle en fonction des équipes. Le trafic aérien est ainsi perturbé tous les jours bien que la majorité d'entre nous ne fasse, en moyenne, qu'une heure de grève par semaine, notre prise de poste ne tombant pas forcément dans la plage horaire pendant laquelle a lieu le débrayage.

Ce mouvement "à l'économie", qui correspond assez bien à ce que veulent la majorité des contrôleurs semble-t-il, ne nous a cependant pour l'instant pas permis d'obtenir gain de cause.

Notre mouvement reste catégoriel, même si les électroniciens font eux-mêmes grève en parallèle pour sensiblement la même chose que nous (ce qui est critiqué par certains contrôleurs grévistes préférant rester seuls en grève). Le gouvernement en profite et cherche par ses propositions à nous diviser en jouant sur les réflexes corporatistes et à faire passer ses objectifs d'augmentation de la productivité.

Le trafic est perturbé, c'est sûr, et la gêne risque d'aller en augmentant pour les compagnies qui ont parfois du mal à assurer l'entretien du matériel (d'après ce que nous disent certains camarades d'Air Inter notamment), étant amenées à le faire tourner plus tard que prévu à cause des retards que prennent les appareils le matin. Des usagers commencent à manifester leur impatience, du moins ce député dont *Le Figaro* rapporte qu'il a tonné à l'Assemblée contre ces *"privilégiés"* (que nous serions, nous les contrôleurs) *"qui prennent en otage des travailleurs"* (attention il ne s'agit plus là de nous mais... des cadres et patrons usagers de l'aviation).

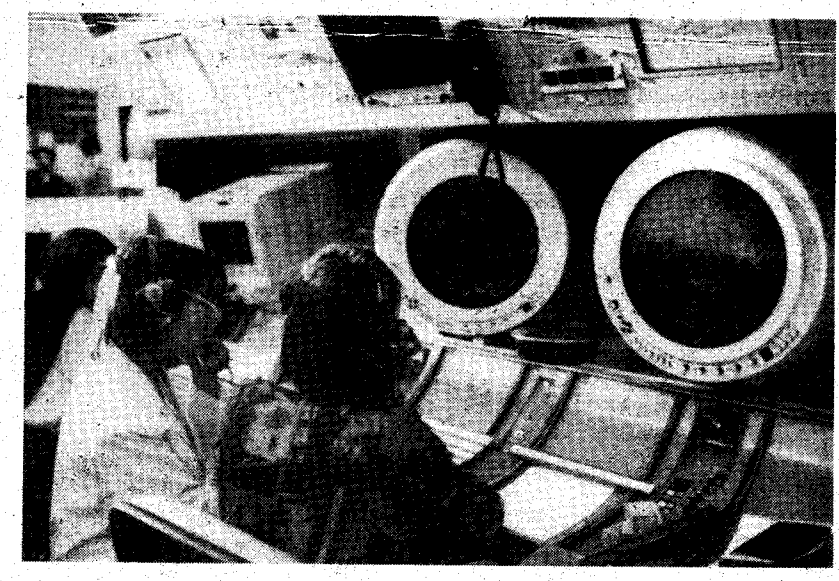
Cela faisait déjà plusieurs jours que les aiguilleurs du ciel savaient qu'une loi faisant payer plus cher la grève se tramait contre eux, si bien que ça n'a étonné personne.

En tout cas le mouvement de grève de une heure par jour, à tour de rôle en fonction des équipes, le matin, continue comme les semaines précédentes sans qu'il y ait de défection. Seuls nos camarades qui sont d'astreinte (c'est-à-dire réquisitionnés par l'administration pour assurer le service minimum et qui sont d'ailleurs comptabilisés comme non-grévistes par celle-ci) sont au travail.

Rappelons que la revendication d'une augmentation de salaire (non chiffrée par les grévistes), qui compterait pour le calcul de la retraite (contrairement aux nombreuses primes qui constituent actuellement une part très importante du salaire des contrôleurs), est toujours au centre des préoccupations.

Il y a deux semaines, la direction a promis aux syndicats qu'elle lâcherait *"quelque chose d'intéressant"*... si ces derniers acceptaient d'abord de signer un certain nombre de points. Vendredi 5 juin, elle a ouvert sa pochette surprise qui ne contenait rien de nouveau, bien sûr.

Les dernières propositions de la direction après l'amendement Lamassoure, c'était de créer une "agence de la navigation aérienne", avec un statut de caractère public, à la place de l'administration actuelle. Ce qui permettrait éventuellement au gouvernement de reculer sur l'intégration des primes pour le



calcul des retraites, sans formellement créer un précédent pour les autres fonctionnaires.

Mais comme en échange, le ministre des Transports, Jacques Douffiagues, a annoncé un renforcement des règles du service minimal, c'est-à-dire des restrictions encore plus importantes sur les possibilités légales de se mettre en grève, cela n'était pas fait pour convaincre les grévistes de cesser leur mouvement.

On discute actuellement sur les modalités de riposte : une partie des contrôleurs se dit prête si la loi passe au sénat, à faire une journée toutes les semaines ou tous les 15 jours, mais on envisage aussi une grève par roulement ; une autre partie des contrôleurs ne se prononce pas.

Pour le moment, la CGT la première — mais ce n'est pas le syndicat le plus influent — a décidé d'appeler à une journée complète de grève pour le 25 juin, dans le secteur de l'aviation civile.

Après la contre-attaque du gouvernement, une grève de 24 heures par-ci par-là, même si c'est un cran de plus dans la lutte, cela reste du domaine des demi-mesures, voire des quarts de mesures. Il n'y a pas de grèves à l'économie. Quand on engage le combat contre un patron ou contre l'Etat-patron, pour avoir des chances de vaincre, il faut prouver qu'on est décidé à aller jusqu'au bout, à se mettre en grève totale. Et dans une période comme aujourd'hui, il faut même montrer qu'on ne veut pas rester à se battre à un petit nombre seulement, qu'on ne souhaite pas limiter la lutte à une seule catégorie, mais au contraire qu'on fera ce qu'il faut pour étendre le mouvement au plus grand nombre de travailleurs. Il est nécessaire de montrer à l'ennemi de classe que de ne pas céder, cela lui coûtera bien plus cher à lui qu'aux travailleurs.

Les syndicats n'ont pas préparé les aiguilleurs du ciel à ce type de confrontation, et ils ne les préparent pas plus aujourd'hui. Et ce que nous souhaitons, c'est que les contrôleurs du ciel tirent quand même les conclusions qui s'imposent après 9 semaines de débrayages limités.

Correspondant L.O.

SAFT

Colère sur les salaires à Nersac et Bordeaux

A l'usine de Nersac, 90 % des travailleurs ont débrayé le jeudi 11 et la matinée du vendredi 12 juin pour les salaires. A Bordeaux, depuis lundi 15, 75 % des ouvriers des 7-7 de chimie sont en grève, eux aussi sur une revendication de salaire.

L'usine de Nersac emploie 600 personnes, en majorité des femmes OS, qui fabriquent des accumulateurs nickel-cadmium. La revendicain était de 3 % d'augmentation des salaires et 20 % de plus pour les primes de quart. Mauvaise surprise pour la direction qui présente toujours cette unité de production comme une usine modèle.

Aussitôt le téléphone a fonctionné entre l'usine de Nersac et celle de Bordeaux, qui travaille en partie pour Nersac, d'autant plus que de nombreux travailleurs se connaissent à cause des mutations. Pas étonnant qu'à Bordeaux l'annonce de cette grève ait soulevé bien des espoirs parmi les travailleurs les plus combatifs, notamment les cent travailleurs des installations chimiques en feux continus, qui revendiquent que les samedis et les dimanches leur soient payés à 50 et 100 %, (actuellement 25 et 50 %).

Le vendredi, une délégation de militants CGT-CFDT se rendait à Nersac pour rencontrer les grévistes, ce qui ne manqua pas d'inquiéter les directeurs des deux usines. Mais, à Nersac, l'accueil fut des plus chaleureux : cent travailleurs attendaient la délégation. Le chef du personnel a bien tenté sous les huées d'interdire l'entrée de l'usine, et ce furent les grévistes eux-mêmes qui firent rentrer la délégation au local syndical.

Mais, vendredi, en fin de matinée, les grévistes de Nersac décidaient la reprise après avoir obtenu une prime sur les gains de productivité de 150 à 300 F par mois et 4 heures de grève payées sur 12. Cette reprise avait un goût amer pour beaucoup qui pensaient que les délégués avaient cherché une solution rapide mais n'avaient pas tenté de renforcer la grève. Même certains responsables syndicaux reconnaissaient qu'il aurait fallu poursuivre, car la peur de la direction devant les deux usines en grève leur aurait fait lâcher plus. D'ailleurs la direction de Bordeaux attendait la suite des événements de Nersac pour répondre au cahier de revendications du 7-7.

Après la fin de la grève à Nersac, la direction donna sa réponse à Bordeaux : elle acceptait toutes les revendications concernant les échelons et les conditions de travail mais refusait la plus importante revendication, celle des samedis et dimanches payés à 50 et 100 %. Les ouvriers des 5 équipes de chimie ne s'étaient guère fait d'illusions sur la réponse : une consultation faite par les travailleurs eux-mêmes avait circulé déjà ; et 75 % des ouvriers s'étaient prononcés pour la grève dès le lundi 6 heures. A ce jour l'ensemble des installations chimie est donc paralysé, la grève y est totale. Le patron persiste dans son refus, jusque dans les formes puisqu'il ne veut discuter qu'avec une délégation, ce que les ouvriers ont refusé. Mais le climat est à la lutte et le Comité de grève, composé de 11 membres élus, s'emploie à organiser la grève. Donc affaire à suivre...

Correspondant L.O.

Les cigales de Chirac

Lors de la fête du RPR du 12 et 13 juin, Chirac a lancé un appel à l'effort et au travail. Il paraîtrait que *"les Français"* auraient vécu au-dessus de leurs moyens, pratiquant *"la politique de la cigale (...) Dans la perspective du marché unique européen de 1992, la France doit restaurer sa compétitivité"* a-t-il encore dit.

Augmenter la compétitivité, cela devrait se faire par l'augmentation de la productivité. Cela nécessiterait l'investissement d'une grande partie des profits réalisés, en renouvelant régulièrement les machines, en remplaçant les anciennes par de nouvelles toujours plus perfectionnées. Aujourd'hui, moins que jamais, la bourgeoisie française ne veut investir dans la production, même pas pour renouveler ces machines qui vieillissent et qui maintenant sont amorties depuis longtemps. Et le ministre du Commerce extérieur, Michel Noir, peut se plaindre du déficit du commerce extérieur dû essentiellement à la baisse des exportations de biens industriels français, moins compétitifs que ceux des concurrents, faute d'investissements productifs suffisants.

Quand ces gens-là parlent aux travailleurs de "productivité", c'est celle de la production des profits. En fait de compétitivité, ils ne connaissent que la réduction du coût du travail. La solution qu'ils proposent, c'est de remplacer un technicien bien payé par un technicien mal payé... : c'est de faire pression, au moyen des mêmes vieilles machines, du chômage, et des bas salaires, pour que ceux qui travaillent suent plus de profit.

Les travailleurs ne feront aucun mal à l'économie, en défendant leur niveau de vie.

Bien au contraire. Et il leur faudra bien un jour contraindre la bourgeoisie à partager et à investir ses fabuleux profits. Et s'il y a des "Français" qui aujourd'hui vivent comme des cigales, pour parler comme Chirac, c'est bien tous ces riches qui ne savent plus quel produit de luxe s'offrir, tellement ils en regorgent.

Jacques LEQUAY

DEUX RECUEILS DE NOUVELLES D'ANTON TCHÉKHOV

Anton Tchékhov est surtout connu en France pour ses pièces de théâtre, *La Mouette, La Cerisaie, Oncle Vania, Les Trois Sœurs*... Pourtant c'est par les nouvelles, qu'il commença à écrire alors qu'il était encore étudiant en médecine pour pouvoir se payer ses études et faire vivre sa famille très pauvre, qu'il s'est fait connaître du grand public et devint de son vivant un auteur à succès.

Le Violon de Rotschild **paru récemment aux éditions Alinea ainsi que *Contes humoristiques* chez Messidor sont donc deux séries de nouvelles qui nous présentent un tableau, parfois drôle, parfois pathétique de la Russie de la fin du siècle dernier.**

Et il fait partager au lecteur les sentiments d'amusement, mais souvent de compassion que lui inspire le sort de ses personnages.

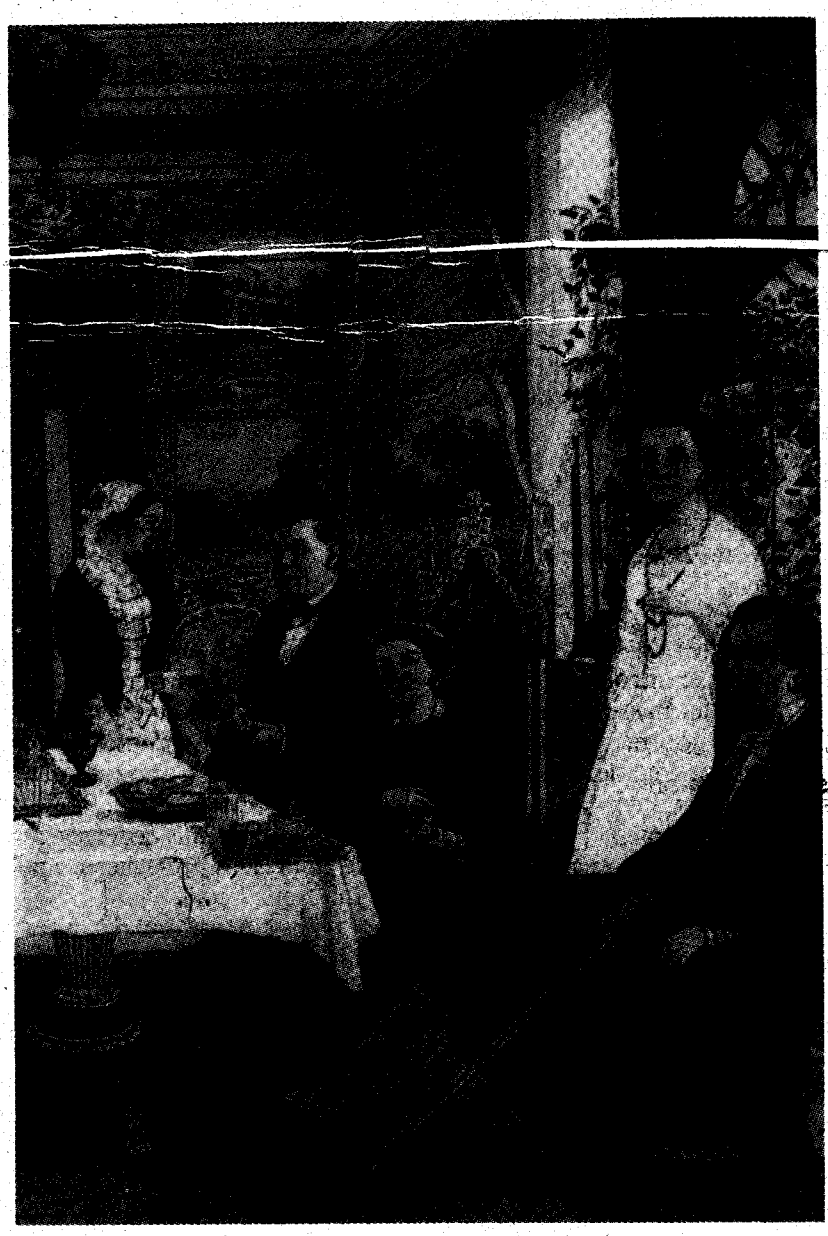
"Contes humoristiques"

Tchékhov fut pendant de longues années un auteur essentiellement comique. Il aimait faire rire avec des histoires cocasses, des bons mots. Les *Contes humoristiques* de ce recueil furent écrits par Tchékhov jeune, les premiers à 24 ans. On y sent l'étudiant qui aime se moquer des autorités, et qui prend plaisir à relever les côtés ridicules ou mesquins des fonctionnaires russes, des ronds de cuir, et aussi des militaires, des administrateurs et autres chefs de bureau.

Tantôt c'est le contre-amiral en retraite Braillard-Lagarde, *"un petit vieux tout rouillé"* qui se fait piéger par un neveu débrouillard et à court d'argent qui l'embauche pour décorer une noce *"comme il faut"*... et où il fait scandale.

Tantôt il s'agit de petits fonctionnaires qui prennent plaisir à écouter le projet de vaudeville de l'un d'entre eux, mais s'affolent à l'idée qu'un supérieur pourrait s'y reconnaître et... se défilent. C'était la Russie de... 1884.

Tchékhov manie la satire, fustige les lâchetés, se moque d'individus qui ont disparu derrière leurs fonctions, tel cet officier en retraite qui ne raisonne qu'en terme d'autorisé ou non - autorisé par le règlement, au



point d'en devenir fou. Cependant il n'a jamais de malveillance ni encore moins de mépris pour ses personnages.

Ces nouvelles très brèves nous donnent une galerie de portraits variés, plus divertissants les uns que les autres.

Contes humoristiques d'Anton Tchékhov. Ed. Messidor, 90 F.

"Le violon de Rotschild"

Le ton de ce recueil est plus grave, plus émouvant que le précédent. Il s'agit le plus souvent de personnages simples, marqués par la vie, par les épreuves, il ne s'agit plus de petits privilégiés maniaques et comme mécaniques, mais de ceux qui travaillent, ceux qui sont en bas de l'échelle sociale.

Plusieurs nouvelles ont pour thème celui des enfants martyrisés par le patron qui les emploie. *Vanka* est la lettre qu'un jeune garçon, envoyé en apprentissage à la ville, écrit à son grand-père resté au village pour l'appeler au secours, car il ne peut plus supporter les brimades ni les coups... *Dormir* est l'histoire d'une fillette de 12 ans harcelée du matin au soir par ses patrons, qui tombe d'épuisement, elle ne peut dormir ni jour ni nuit, car elle doit veiller un bébé plein de santé qui braille dès qu'elle s'endort... jusqu'au moment où elle se débarrasse du bébé en l'étouffant.

C'est aussi l'histoire d'un cocher qui doit transporter toute la nuit, dans la neige, des messieurs riches vers des lieux de plaisir, mais n'a personne à qui confier que son fils vient de mourir.

Quant à Iakov Ivanov, le croque-mort, c'est un minable qui a passé toute sa vie à compter un sou plus un sou, à n'envisager toutes ses actions que sous l'angle de la rentabilité et du rapport, mais qui est resté ce qu'il était, un pauvre bougre. Il voit mourir d'épuisement sa femme devant lui, et à la veille de mourir lui-même, il fait cadeau de son violon au Juif Rotschild, le musicien du village, le seul à qui il sera *"utile"*, et pourtant Ivanov n'aime vraiment pas les Juifs ! Mais voilà, *"sa vie était passée sans utilité, sans plaisir, elle s'était perdue pour rien, même pas une prise de tabac... Pourquoi est-ce que Iakov avait passé sa vie à disputer, à crier, à se lancer les poings serrés, à faire de la peine à sa femme, et on se le demande, pourquoi il avait éprouvé le besoin d'offenser et de terroriser le youpin ?"*.

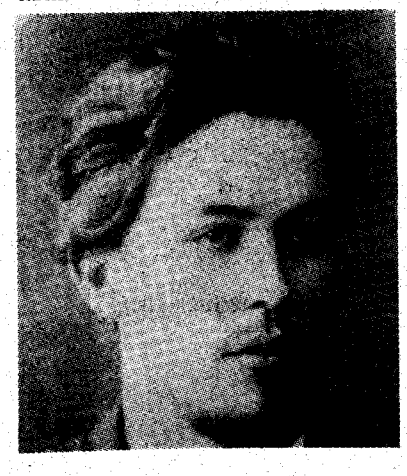
Les personnages de Tchékhov sont ridicules ou tristes parce qu'ils ne savent pas, ou ne peuvent pas vivre. Or Tchékhov, amoureux de la vie, l'est de la nature, des arbres, des fleurs au printemps, de la steppe, et des hommes toujours présents. Si ses nouvelles ne sont pas des dénonciations virulentes, elles montrent que l'arriération, l'inculture, le despotisme empêchent l'humanité de s'épanouir, de développer toutes les facultés que peut posséder un être humain.

Cécile FAURE

Le violon de Rotschild, d'Anton Tchékhov, Editeur Alinéa 82 F.

Tchékhov : un bourgeois éclairé dans une Russie bien arriérée

Tchékhov est né en 1860 à Taganrog sur les bords de la mer d'Azov, dans le sud de la Russie. Il a fait des études de médecine, a fréquenté le milieu étudiant à une période de bouillonnement révolutionnaire. Pourtant il resta à l'écart et ne participa pas aux discussions qui agitaient le milieu étudiant. Bien qu'à



aucun moment il n'ait été réellement en contact avec les milieux socio-démocrates, il fut cependant ami avec Gorki dont il fit la connaissance en 1899. Il mourut en 1904.

Dès son enfance, Tchékhov a souffert des conditions de vie très dures que son père faisait subir à son entourage. Son père était en effet un épicier à peu près analphabète, qui compensait son manque de sens des affaires par l'exploitation forcenée de ses propres fils aussi bien que de ses apprentis. Témoin cette réflexion de Tchékhov : *"Notre grand-père était battu par les seigneurs et le dernier des fonctionnaires pouvait lui casser la gueule. Notre père était battu par notre grand-père et nous par notre père. De quels nerfs, de quel sang avons-nous hérité ?"* Et à propos de sa mère il écrivait à son frère : *"Je te demande de te souvenir que c'est le despotisme et le mensonge qui ont ruiné la jeunesse de notre mère. Le despotisme et le mensonge ont défiguré notre enfance à un point qu'il est effrayant d'évoquer"*.

C'est avec cette conscience que la Russie entière souffrait de ce despotisme qui se répercutait dans toutes les couches de la société qu'il a écrit bon nombre de ses nouvelles à partir de 1880. Qu'il décrive les enfants martyrisés par des patrons rustres et brutaux, ou les fonctionnaires obnubilés par l'application du règlement, c'est à l'arriération, à l'inculture qu'il s'attaquait. Il raconte sur la ville de son enfance, Taganrog : *"Les hommes qui habitaient avec moi cette ville me semblaient ennuyeux, étrangers, et parfois répugnants.* (...) *Les gens riches et cultivés dormaient dans des chambres étouffantes, sur des lits en bois remplis de punaises. Les enfants étaient logés dans des réduits d'une saleté repoussante, appelés chambres d'enfants, et les domestiques, même vieux et méritants couchaient par terre dans la cuisine, recouverts de haillons"*.

Médecin de métier, c'était un admirateur du progrès scientifique. Lors de l'épidémie de choléra qu'il aida à soigner à Moscou en 1892, il écrivit à l'un de ses amis : *"Maintenant tout le monde travaille. Travaille férocement, (...) On fait des miracles qui peuvent obliger Tolstoï lui-même à respecter la médecine et l'intervention des hommes cultivés dans la vie quotidienne. On dirait que le choléra a été pris au lasso"*.

Pendant toute la période de sa vie qu'il passa dans la maison qu'il avait achetée dans les environs de Moscou, il se préoccupa non seulement d'hôpitaux, et de mesures sanitaires mais aussi de l'état des écoles et d'en faire construire de nouvelles, même à l'occasion en y consacrant une partie de son argent personnel.

Il fit un voyage à Sakhaline, île qui servait de bagne dont il ramena un témoignage qui fit date :

"Nous avons chassé des hommes enchaînés dans le froid pendant des dizaines de milliers de verstes, nous les avons rendus syphilitiques, nous les avons dépravés, nous avons procréé des criminels.

Nous avons fait pourrir en prison des millions d'hommes ; fait pourrir inutilement, sans raison, d'une manière barbare en rejetant la responsabilité de tout cela sur les surveillants de prison aux nez rouges d'ivrognes".

Tchékhov est un témoin précieux de la vie des gens de son temps. Ses nouvelles sont marquées par l'observation précise des différents milieux qu'il a eu l'occasion de côtoyer, et nous permettent aujourd'hui de découvrir sous forme de brefs tableaux, une multitude d'aspects de la vie de différentes classes de la société, dans la Russie de la fin du siècle dernier.

C.F.

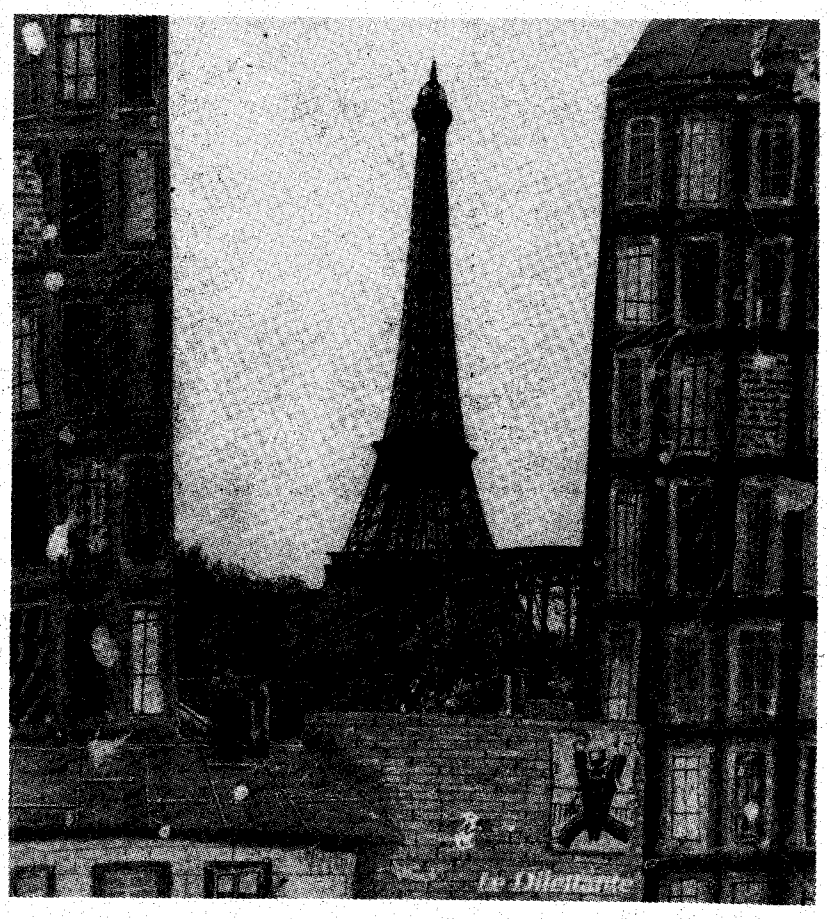
"Ville lumière"

d'Eugène Dabit

Le film *Hôtel du Nord* avec Jean Gabin et Arletty était tiré d'un livre d'Eugène Dabit. Pour ce roman écrit en 1931, Dabit avait reçu le "prix populiste". Il était proche d'Henri Poulaille, de Tritan Rémy, de Louis Guilloux et de quelques autres écrivains qui, avec leur plume, entendaient être les porte-parole de la vie et des aspirations de la classe ouvrière de ce pays. Ce mouvement qu'on appelait aussi l'école de la "littérature prolétarienne" a accompagné dans les années 30 le développement des partis communistes dans la plupart des pays industrialisés.

Dabit est mort jeune, à 38 ans, alors qu'il était en URSS avec André Gide. C'est au retour de ce voyage que Gide écrivit *Retour d'URSS* qui critiquait honnêtement le régime stalinien et que Gide avait d'ailleurs dédié à Dabit. Dabit aurait-il eu lui aussi le courage de dénoncer la perversion que le stalinisme imprimait à la cause du communisme ? Nous n'en savons rien. C'était un courage très peu répandu chez les intellectuels de cette époque-là.

Ses parents avaient été les gérants quelques années de l'Hôtel du Nord, quai de Jemmapes, un petit hôtel où logeaient ouvriers de province ou immigrés. C'était la principale source d'inspiration de l'écrivain qui voulait donner une voix au Paris ouvrier. Il avait le projet d'écrire une sorte de grande fresque. Sa mort prématurée l'empêcha de le mener à bien. Dans *Ville Lumière,* on trouve articles et nouvelles qui



donnent une assez bonne idée du livre qu'aurait pu écrire Dabit.

Cette chronique de la "vie parisienne" de 1933 ne pourrait être qu'un tableau du pittoresque et des curiosités de la ville, dans le genre propre aux guides touristiques par exemple. Mais Dabit essaye de montrer dans la vie de la capitale ce qu'on peut en sentir et en entrevoir quand on a un cœur qui bat à l'unisson avec les travailleurs. Et qu'il soit dans le métro, au bistrot, dans un magasin à "prix unique" ou au concert Mayol, il nous montre, toujours de façon inattendue, comment réagissent les petites gens, qu'ils soient vieux, jeunes ou immigrés. Sur tous pèsent différentes menaces : la crise, le chômage, l'expulsion, l'hospice, le service militaire et surtout le spectre qui hantait cette génération-là : l'enfer de 1914-18 et l'angoisse de voir revenir une nouvelle guerre.

Un petit livre attachant.

Jacques FONTENOY

Ville Lumière *d'Eugène Dabit, éd. Le Dilettante, 11 rue Barrault, Paris, 85 pages, 65 F.*
Hôtel du Nord *est disponible dans la collection de poche "Relire", éd. Denoël.*

Sélection ciné

Dans les salles parisiennes

RADIO DAYS
de Woody Allen

L'année 1943 aux Etats-Unis, dans une famille juive où la radio tient une grand place...

Gaumont les Halles 1er (vo), Gaumont Opéra 2e, Action Rive Gauche 5e (vo), 14 juillet Odéon 6e (vo), Pagode 7e (vo), Gaumont Champs-Elysées 8e (vo), 14 juillet 11e (vo), Nation 12e, UGC Gobelins 13e, Gaumont Alésia 14e, Gaumont Parnasse 14e, Miramar 14e, 14 juillet Beaugrenelle 15e (vo), Mayfair 16e (vo), Maillot 17e (vo).

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Cluny Palace 5e, Balzac 8e (vo), Lumière 9e, Montparnos 14e.

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds, combattant pour que les adolescents dont il s'occupe arrivent à parler et à s'intégrer à part entière au monde des "normaux", et une jolie, énergique sourde-muette, qui veut, elle, que les entendants apprennent son langage à elle et la respectent.
St-Germain Huchette 5e (vo), Gaumont Ambassade 8e (vo), Paramount Opéra 9e, Montparnos 14e.

PLATOON
de Olivier Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
Forum Orient-Express 1er, George V 8e (vo), Parnassiens 14e.

MISSION
de Roland Joffé

Au XVIIIe siècle, en Amérique du Sud, un mercenaire repenti et un Jésuite construisent une mission où vivent des Indiens Guaranis. La communauté s'affronte aux marchands d'esclaves espagnols et portugais.
Châtelet Victoria 1er (vo), Elysées Lincoln 8e (vo).

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des plus grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la Première Guerre Mondiale.
Cinoches 6e (vo) à 14 h 10.

LE GRAND CHEMIN
de Jean-Loup Hubert

Le séjour dans un village breton d'un petit Parisien de neuf ans. Pendant qu'il fait les quatre cents coup, le couple auquel on l'a confié se rapproche peu à peu. Un film drôle et émouvant.
Forum Horizon 1er, Impérial 2e, Gaumont Ambassade 8e, UGC Lyon, Bastille 12e, Montparnos 14e, Convention 15e, Maillot 17e.

Sélection télé

Samedi 20 juin

14 h 30. TF1. L'aventure des plantes ; avec la deuxième émission de cette série, Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Cuny nous entraînent cette fois sur les chemins de la photosynthèse. Un voyage qui se promet d'être passionnant.

14 h 30. FR3. Antoine et Cléopâtre. Une pièce historique de Shakespeare filmée par la TV britannique.

17 h 05. FR3. Les Géants de la Musique. L'orchestre philharmonique de Berlin sous la direction de Herbert von Karajan, et l'orchestre symphonique de Chicago dirigé par Georg Solti, interprétent quelques ouvertures de Rossini. Au programme **Le Barbier de Séville, Guillaume Tell...**

20 h 30. TF1. Série noire : **Aveugle, que veux-tu ?** Un scénario de Jean-Patrick Manchette et une mise en scène de Juan-Luis Bunuel assurent à ce film, ici rediffusé, une bonne réussite. Un aveugle (Francis Cluzer) fait face à un gang. Parfois un peu invraisemblable, mais on se laisse prendre.
La nuit de samedi à dimanche sera particulièrement chargée. C'est sur **TF1 : la Nuit de la Musique** et sur **A2 : la Nuit du Cinéma.** Parmi les films proposés : **2 h 05 A2 : Maria Walewska,** un mélo historique avec Greta Garbo.

4 h A2. L'habit vert, satire de la vie conjugale d'un académicien, avec Elvire Popesco et Jules Berry.

5 h 50. A2. L'entreprenant M. Petrov, comédie musicale avec Ginger Rogers et Fred Astaire.

Dimanche 21 juin

19 h 00. TF1. Dans le cadre du magazine 7 sur 7, Anne Sinclair a invité le secrétaire général de la CGT, **Henri Krasucki.** Riche en attaques contre la classe ouvrière, l'actualité lui donnera sans doute l'occasion de développer ses dénonciations ; quant à la riposte nécessaire...

20 h 30. A2 L'Embrume, un téléfilm réalisé d'après un roman d'Henri Viard et de Bernard Zacharias. L'enquête sur la mort d'un homme conclut au suicide, mais son fils n'y croit pas. Il décide d'éliminer tous ceux qui ont pu pousser son père à cette extrémité.

22 h 30. FR3. La force des ténèbres de Richard Thorpe. L'employé d'un petit hôtel anglais, interprété par Robert Montgomery, est prêt à tout pour arriver. Quitte à séduire des vieilles femmes, voire à les tuer.

Lundi 22 juin

20 h 30. TF1 Dans le cadre de l'émission **L'Avenir du futur** consacrée aux matériaux de demain, en introduction : **L'Homme au complet blanc** un film d'Alexandre Mackendrih. Inventeur d'un textile inusable, un ingénieur voit se dresser contre lui les géants du textile, comme les syndicats corporatistes.

20 h 30. FR3. 3 milliards sans ascenseur. Ce film de Roger Pigaut met en scène 5 copains qui perdus dans la grisaille de leur banlieue, rêvent toujours de s'en sortir. Truands à l'occasion, ils se mettent en tête de réaliser un grand casse...

Mardi 23 juin

20 h 30 A2. L'Amour à mort, film d'Alain Resnais. Un couple vit un amour tellement passionné qu'il n'accepte pas d'en voir la fin. Lui, terrassé par la mort, ressuscite... Sabine Azema, Fanny Ardant, Pierre Arditi et André Dussolier mènent avec brio ce drame métaphysique.

20 h 35, FR3. Il était une fois... la Révolution, un film de Sergio Leone. Bons, brutes et truands se retrouvent dans le Mexique des années 1910... L'humour est de mèche.

Mercredi 24 juin

22 h 20. TF1. Le magazine d'Alain Denvers est aujourd'hui consacré à **la Chine,** avec une série de reportages tournés en mai dernier. Les reportages sont souvent intéressants. Hélas, les commentaires...

Jeudi 25 juin

20 h 30. TF1. Questions à domicile. Raymond Barre reçoit Anne Sinclair et Pierre-Luc Séguillon. Pour ceux qui n'auraient pas compris pourquoi sa cote monte quand il garde le silence...

20 h 30. A2. Rendez-vous de juillet, un film de Jacques Becker, tourné en 1948 avec Daniel Gélin et Maurice Ronet débutants. Un portrait de la jeunesse de l'après-guerre.

20 h 35. FR3. La montagne magique, film tiré du roman de Thomas Mann, avec entre autres Marie-France Pisier, Charles Aznavour... Très intéressant paraît-il, très beau aussi, mais très long...

Vendredi 26 juin

21 h 20. A2 Apostrophes. Des écrivains présentent des lieux ou des pays qui leur sont chers. Les meilleurs moments pourraient être la présentation du livre de Cabu et Claude Marie Vadrot : **Plutôt russe que mort.**

22 h 45. A2 Ciné-Club. Le silence d'Ingmar Bergman. Une nouvelle variation de l'auteur sur la difficulté de communiquer entre les êtres. C'est assez réussi, le spectateur est parfois perdu.

"L'homme au complet blanc"

INTERNATIONAL

CORÉE DU SUD

Les étudiants défient la dictature

Depuis une semaine, en Corée du Sud, des manifestations étudiantes ont lieu, provoquant des affrontements violents avec les policiers anti-émeutes. Trois cents étudiants ont même défié le pouvoir pendant cinq jours en occupant la cathédrale de Myongdong à Séoul et 300 étudiants, dans la nuit du 16 au 17 juin, ont occupé le centre catholique de Pusan (Pusan, centre portuaire et industriel de 4 millions d'habitants au sud-est de Séoul, la capitale, est la deuxième ville de la Corée du Sud).

Les manifestations étudiantes ont été provoquées par la décision, le 13 avril, du dictateur sud-coréen, Chun Doo Hwan, de rejeter toute révision de la Constitution, donc toute libéralisation avant février 1988, date d'expiration de son mandat.

Le régime de Corée du Sud est l'une de ces dictatures soutenues par l'impérialisme américain (comparable à ce que furent celles de Marcos aux Philippines, de Duvalier en Haïti, etc.).

Ce n'est pas la première fois que les étudiants descendent dans la rue pour contester le régime.

Manifestations durement réprimées à chaque fois, l'une d'elles, en mai 1980, à Kwangju, avait provoqué une insurrection populaire que le régime écrasa très durement (500 morts au moins).

D'après ce que l'on peut savoir par la presse, les dernières manifestations ont suscité la sympathie de la population, voire parfois sa participation : d'après *Le Monde,* le 17 juin *"des témoins rapportent que, au cours d'affrontements, avec la police, les passants prenaient partie pour les étudiants."*

L'Eglise, de son côté, par la bouche de l'archevêque de Séoul, le cardinal Kim, a appelé les étudiants au calme et le pouvoir à dialoguer avec l'opposition.

Rho Tao Woo, président du parti au pouvoir, et dauphin désigné du dictateur actuel, a rencontré le chef de l'opposition, Kim Young Sam.

Il est difficile de savoir bien sûr si cette mobilisation étudiante sera suivie de celle du reste de la population. Il est impossible, surtout d'ici, de savoir à quel point le régime actuel est menacé par une explosion sociale et une véritable crise révolutionnaire, entraînant en particulier cette force décisive qu'est la classe ouvrière qui seule permettrait d'en finir vraiment avec la dictature.

Mais il y a un autre aspect du problème.

Pourrait-on assister en Corée à la répétition de ce qui s'est passé ces dernières années dans certains pays d'Amérique latine, comme l'Argentine, le Brésil, l'Uraguay, et plus récemment aux Philippines ou à Haïti ? A savoir le glissement, par en haut, d'un régime militaire usé à un régime civil plus acceptable pour la population, du moins pour un temps, et cela avec l'aval de l'impérialisme américain ?

Rappelons tout d'abord que le gouvernement américain n'a jamais lâché de lui-même une dictature, aussi sanguinaire soit-elle. On le voit au Chili. Et quand il l'a fait, il y a été incité par le risque plus ou moins imminent d'une explosion sociale et encore a-t-il fallu à chaque fois qu'il existe sur place une solution politique bourgeoise de rechange, et il n'est même pas sûr qu'une telle solution de rechange existe véritablement en Corée du Sud.

Mais en Corée, en outre, l'impérialisme américain a probablement d'autres raisons de ne pas lâcher la dictature. Accepter une libéralisation du régime sud-coréen comporterait probablement plus de risques pour lui que, par exemple, aux Philippines, ou même en Amérique latine.

En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Corée est partagée en deux, arbitrairement, selon une frontière qui suit le 38e parallèle. La Corée du Nord appartient à la zone d'influence soviétique, et la Corée du Sud à celle de l'impérialisme US. C'est donc un de ces points "chauds" du globe, un de ces points de confrontation entre l'impérialisme et l'URSS.

Pour conserver le régime sud-coréen dans sa zone d'influence, l'impérialisme américain a mené une guerre, de 1950 à 1953, qui pendant au moins un an a été très dure. L'armée nord-coréenne avait franchi le 38e parallèle pour mettre fin à la partition de la Corée en renversant la dictature chancelante de Sygman Rhee au Sud (malgré les truquages et les pressions, le dictateur venait de perdre un nombre considérable de voix à des élections, et les dirigeants nord-coréens avaient tenté leur chance). L'impérialisme américain avait engagé plusieurs centaines de milliers de soldats et avait repoussé les Nord-Coréens au-delà du 38e parallèle.

Alors, dans une région si importante pour l'impérialisme, à la limite de la sphère d'influence soviétique, la dictature sanguinaire d'un Chun, ou d'un autre, est probablement le type de régime avec lequel au bout du compte l'impérialisme américain court encore le moins de risques de contagion révolutionnaire dans la région.

Tels sont les impératifs stratégiques de l'ordre impérialiste mondial. Ils témoignent en fait de sa vulnérabilité vis-à-vis de ce qui serait une véritable révolution sociale dans cette région du monde.

L'impérialisme américain peut soutenir jusqu'au bout la dictature sud-coréenne. Il ne supprimera pas les causes d'explosions sociales dans ce pays sous-développé très endetté, où 60 % de la population sont aujourd'hui concentrés dans les villes, et où l'injustice sociale s'est encore accrue avec la crise.

16 juin : manifestation à Séoul (AFP).

Quant aux prolétaires coréens, s'ils prenaient le relais des étudiants et défiaient à leur tour la dictature, ils disposeraient d'une situation stratégique dans cette partie du monde qui, s'ils le voulaient, leur donnerait bien des atouts révolutionnaires face auxquels les grandes puissances de la région seraient impuissantes. La Corée du Sud, ce pays de 40 millions d'habitants est une presqu'île donnant sur le Pacifique, au nord de la Chine. Elle est toute proche du Japon où vivent d'ailleurs près d'un million de travailleurs coréens.

Tout d'abord les prolétaires sud-coréens pourraient entraîner le prolétariat nord-coréen dans le même combat pour la liberté contre deux dictatures aussi pesante l'une que l'autre, et dans la foulée, défaire le statuquo mondial matérialisé ici par la division de la Corée en deux.

Ensuite leur mobilisation révolutionnaire ne pourrait pas laisser indifférent le prolétariat japonais, et trouverait aussi probablement un écho, non seulement aux Philippines, cet ensemble d'îles au sud de la Chine dans le Pacifique, sous la coupe des Etats-Unis, mais aussi probablement chez les prolétaires des grandes villes chinoises. Toute l'Asie du Nord-Est comme celle du Sud-Est, dans le camp occidental, comme dans les camps russes ou chinois, en serait probablement ébranlée, et avec elle tout ordre impérialiste mondial accepté aussi bien par l'Etat de l'URSS que celui de la Chine.

Les étudiants comme les prolétaires sud-coréens n'ont rien à espérer du côté de l'impérialisme US dans la lutte pour changer le régime. Bien au contraire. Mais ils n'ont rien à regretter. Car ils ont des alliés potentiels autrement plus efficaces !

Marc REMY

Le prochain

CERCLE LEON TROTSKY

aura lieu le

VENDREDI 26 JUIN 1987

sur le sujet :

l'indépendance de l'Algérie, la guerre coloniale et ses conséquences.

GRANDE-BRETAGNE

Le royaume désuni

Après la victoire du Parti Conservateur aux élections législatives du jeudi 11 juin, les journalistes saluent le triomphe de Madame Thatcher, qui serait aussi le triomphe de sa politique "libérale" (l'austérité pour les travailleurs).

A y regarder de plus près, c'est bien la majorité absolue des sièges au Parlement que recueille le Parti Conservateur, mais avec seulement 42% des suffrages. Ce qui veut dire que dans le pays, il y a quand même une majorité d'exclus du "miracle" Thatcher, d'exclus de la manne étatique et des profits en Bourse, des exonérations d'impôts... qui ont voté contre elle.

En analysant les résultats, les journalistes ont vu apparaître "deux Angleterres", celle du Nord, avec un fort taux de chômage, qui a voté travailliste ; et celle du Sud, moins touchée par la crise, et ayant voté majoritairement conservateur.

Mais si l'Angleterre est divisée en deux, ce n'est pas une division géographique comme on voudrait nous le faire croire. Dans le sud de l'Angleterre aussi, il y a des chômeurs et des poches de misère dans les grandes villes. Comme dans le Nord, il y a aussi des nantis et des bénéficiaires de la crise.

Il y a bien deux Angleterres. Pas l'Angleterre du Sud ou celle du Nord. Mais l'Angleterre du dessus, celle qui profite, celle qui se félicite des mesures Thatcher d'un côté ; et l'Angleterre du dessous, celle sur qui on profite, celle des privations, du chômage et des bas salaires.

Et cette Angleterre du dessous, au Nord comme au Sud, ce sont ces 60% des électeurs qui n'ont pas voté conservateur, plus ceux qui n'ont pas voté du tout ! Cette Angleterre à laquelle le Parti Travailliste lui-même, pour qui elle a voté, quand elle a voté, se garde bien d'offrir des perspectives.

Thatcher peut savourer son "fantastique triomphe", mais elle n'est pas si tranquille et elle le sait. Car en augmentant la misère, elle accroît aussi depuis huit ans la poudrière sociale. Gare à son explosion, le jour où les travailleurs ne croiront plus aux élections !

Jacques LEQUAY

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995